

# USAGES ET VENTES DE CRACK À PARIS

Un état des lieux 2012-2017



Grégory Pfau  
Agnès Cadet-Taïrou

Mars 2018

---

**Auteurs**

Grégory Pfau, Coordinateur du site TREND Île-de-France, Association Charonne

Agnès Cadet-Tairou, responsable du pôle TREND, OFDT

**Contributeurs**

Yaelle Dauriol, ethnographe, Association Charonne

Michel Gandilhon, chargé d'étude senior, OFDT

Maiténa Milhet, sociologue, OFDT

Thomas Néfaù, pharmacien, OFDT

Florent Schmitt, ethnographe, Association Charonne

**Relecteurs**

Julie-Emilie Adès

Julien Morel d'Arleux

Clément Gérome

**Crédit photos :** Charonne et Frédérique Million (OFDT)

Remerciements sincères à Cristina Díaz Gómez pour les analyses issues des rapports d'activité des CAARUD (ASA-CAARUD 2015).

Le crack est une des appellations de la forme fumable (base) de la cocaïne (voir « Présentation du produit »). Ce terme désigne plus particulièrement la substance préparée en grande quantité par des trafiquants professionnels et vendue prête à fumer. L'appellation crack se différencie ainsi de celle de free base. Cette dernière désigne la même substance qui comporte le même produit actif mais est habituellement issue d'une production artisanale réalisée par les usagers eux-mêmes en petite quantité après l'achat de cocaïne.

L'expérimentation de la cocaïne basée, sous les appellations crack ou free base est marginale en population générale : elle concerne, en 2014, 0,6 % des personnes de 18 à 64 ans et 1,2 % des 26-34 ans selon le Baromètre santé de Santé publique France (Beck *et al.*, 2015) ainsi que 0,6 % des jeunes de 17 ans en 2017 selon l'enquête ESCAPAD de l'OFDT (Spilka *et al.*, 2018). L'usage au cours de l'année passée est maximal chez les 18-25 ans (0,3 %), et ne dépasse pas 0,1 % pour les 18-64 ans. La consommation de crack apparaît ainsi, en 2014, environ dix fois moindre que celle de la cocaïne<sup>1</sup> (Beck *et al.*, 2015).

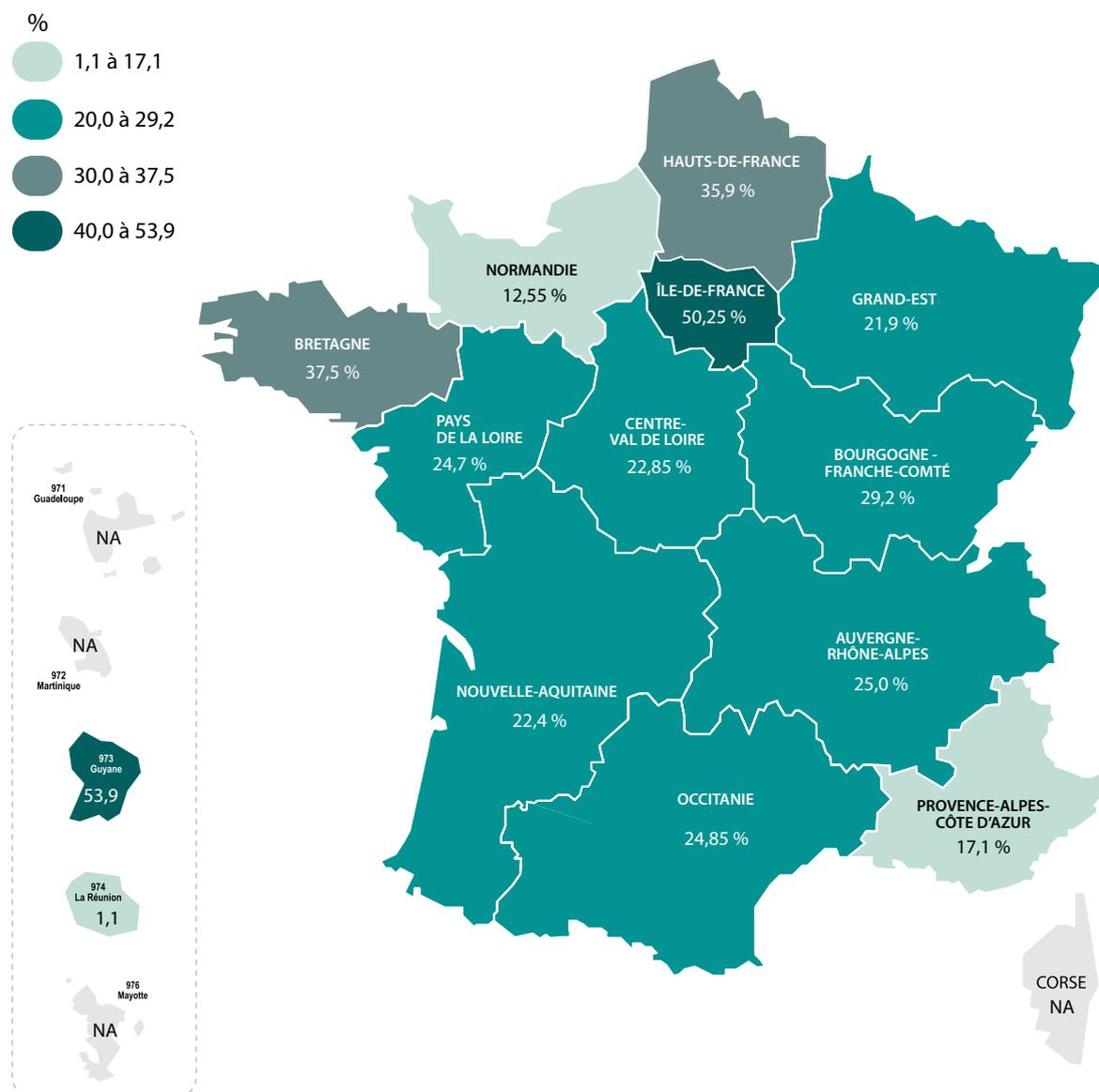
Au plan national, on observe néanmoins depuis au moins dix ans, via des données qui concernent davantage les populations plus couramment usagères de substances psychotropes illicites, une tendance à l'accroissement de la consommation de ce produit. Porté par la diffusion des usages de cocaïne, attestée par les données d'enquête en population générale, ce développement est aussi lié à la part de plus en plus importante des usagers de cocaïne qui expérimentent son usage par voie fumée, après basage. Cette évolution concerne avant tout des « usagers cachés en population générale » ou rencontrés en espace festif notamment l'espace festif alternatif (free parties, raves) du mouvement techno. Elle est toutefois également visible parmi les usagers qui fréquentent les CAARUD (Cadet-Taïrou *et al.*, 2015 ; Gandilhon *et al.*, 2013 ; Gandilhon *et al.*, 2010). La baisse de la pureté moyenne de la cocaïne, avérée entre 2010 et 2013, a été évoquée par certains usagers de cocaïne comme ayant motivé leur passage à l'usage de la forme basée, dont la voie d'administration entraîne des effets plus rapides et plus puissants que la cocaïne consommée en sniff.

Si les usages de cocaïne basée semblent donc se développer sur l'ensemble du territoire national, le cas de la région parisienne n'est pas comparable à ce qui est observé dans le reste de la France (Figure 1). Les usagers y apparaissent nettement plus concentrés et l'usage visible concerne une population qui, dans sa grande majorité, se trouve dans une situation de vulnérabilité sociale extrême. La cocaïne basée y est l'objet d'une accessibilité sans faille et même croissante, en particulier pour les usagers les plus fragiles. Enfin, le produit y est exclusivement dénommé crack, focalisant toutes les représentations négatives attachées au monde des drogues : sous-produit de la cocaïne, considéré comme fortement adultéré et addictif, il représente en quelque sorte, la « drogue du pauvre », conduisant à la déchéance sociale.

---

1. Il faut toutefois prendre ces données avec précaution. Un certain nombre de consommateurs de cocaïne fumée, ne s'identifient probablement pas, dans les enquêtes, à des usagers d'un produit dénommé crack, cette dénomination fut-elle accompagnée de l'expression free base.

Figure 1 - Prévalence des usages de cocaïne basée parmi les usagers des CAARUD, par région en 2015



Source : ENa-CAARUD 2015, OFDT

Paris et son pourtour demeurent la seule région métropolitaine où est implanté un marché organisé de cocaïne basée. Cette situation spécifique découle d'une histoire tout à fait particulière : partie des ghettos noirs et hispaniques américains (Bourgois, 2001) à la fin des années 1970, la diffusion du crack s'est d'abord étendue aux départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique) à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Elle a finalement atteint la France métropolitaine, avec le développement d'une « scène ouverte »<sup>2</sup> au nord-est de Paris (Gandilhon *et al.*, 2013), concentrant des usagers de crack extrêmement marginalisés dans leur immense majorité. En 2010, le nombre des usagers de

2. Lieu ouvert dédié à l'usage et à la revente d'une substance donnée.

crack avait été estimé entre 11 350 et 20 000 en France métropolitaine, une grande partie étant présente en Île-de-France (Janssen, 2012). En 2015, on peut estimer le nombre des seuls usagers de crack fréquentant les Centres d'accueil et accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD) à environ 10 000 dont près de 85 % ont fréquenté les structures parisiennes (sources : ENa-CAARUD 2015 - ASA-CAARUD 2015)

On constate depuis plusieurs années une visibilité accrue des usagers de crack à Paris, liée pour une part à une réorganisation de la vente mais également à la progression de l'accessibilité au produit. Bien que les usagers de crack vivant à Paris ou en proche banlieue (surtout en Seine-Saint-Denis et dans les Hauts-de-Seine) se soient diversifiés au cours des dernières années, c'est la présence marquée des usagers de crack les plus précarisés dans la file active de la salle de consommation à moindre risque (SCMR), ouverte en 2016, qui a attiré une attention particulière de la part des pouvoirs publics en 2017 (Avril, 2017). Plus récemment, début 2018, ces derniers ont été interpellés par les professionnels travaillant sur les lignes du métro parisien où trafics et consommations de crack sont devenus particulièrement visibles<sup>3</sup>.

Depuis la fin des années 2000, l'OFDT explore ces comportements d'usage au plus près du terrain via son dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND), identifiant les évolutions des pratiques des usagers et la dynamique des trafics.

Ce document propose un éclairage sur les évolutions récentes à Paris et dans la zone limitrophe de Seine-Saint-Denis, à partir des données du site TREND Paris recueillies de 2011 à 2017 enrichies d'une extension en Seine-Saint-Denis en 2017, des données franciliennes de l'enquête ENa-CAARUD, menée à quatre reprises entre 2008 et 2015 dans les CAARUD et des données d'activités de plusieurs CAARUD parisiens.

Après s'être intéressé au produit lui-même, ce numéro de Théma évoquera les évolutions du marché du crack francilien, la diversification progressive des profils des usagers, les modalités d'usage, et finalement, rappellera succinctement l'impact des consommations.

---

3. Voir notamment les articles des 5, 18 et 19 janvier 2018 du journal le Parisien.

---

<b>PRÉSENTATION DU PRODUIT</b>	<b>7</b>
Le crack, forme fumable de la cocaïne	7
Fabrication	7
Composition	8
Unité de vente, présentation et prix	9
Représentations attachées au crack et vocabulaire des usagers	10
<b>ÉVOLUTIONS ET RECONFIGURATIONS DU MARCHÉ</b>	<b>12</b>
Un marché parisien historique	12
Extension et dissémination récentes de la vente	13
Relation clients et forte concurrence	17
<b>DIFFUSION DE L'USAGE ET NOUVEAUX PROFILS D'USAGERS</b>	<b>20</b>
L'extension des usages	20
Une diversification plus rapide des profils depuis le début de la décennie	22
Modalités d'usage, une majorité de fumeurs	26
<b>DOMMAGES SANITAIRES ET SOCIAUX</b>	<b>32</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>35</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>37</b>
Lexique	38
Références	39
Les composantes du dispositif TREND	42

---

## ENCADRÉS

Quantités achetées et consommées	9
Le « revendeur isolé », une image à nuancer	13
Dispersion des usagers et réduction des risques	16
Ventes et consommations de crack en Seine-Saint-Denis (Benso, 2017)	17
Les usagers de crack reçus dans les CAARUD ni plus, ni moins précaires que les autres usagers accueillis	23
Procédure de consommation à l'aide d'une pipe	27
Crack et Skénan® : une concentration de consommation autour de la Gare du Nord	29
Les conditions de vie des usagers précaires, focus sur le squat de « la Colline »	32

---

## PRÉSENTATION DU PRODUIT

### Le crack, forme fumable de la cocaïne

La cocaïne est extraite des feuilles du cocaïer (*Erythroxylon coca*) principalement cultivé en Bolivie, en Colombie et au Pérou. Comme de nombreuses molécules, la cocaïne peut se trouver sous deux formes aux propriétés physico-chimiques différentes, la forme sel (chlorhydrate de cocaïne) ou la forme base. Le chlorhydrate, couramment appelé « cocaïne » (« CC », « C », « coke », etc.), est une poudre, floconneuse et cristalline, soluble dans l'eau (donc facilement injectable) et sensible à la chaleur. Pour pouvoir être inhalée<sup>4</sup>, la cocaïne doit être vaporisée. Or, la température de vaporisation de la cocaïne sous forme chlorhydrate étant élevée et proche de son point de combustion, celle-ci sera totalement ou partiellement dégradée avant d'être vaporisée, d'où la nécessité d'une transformation préalable de la cocaïne destinée à être fumée<sup>5</sup>.

Le « crack » ou la « free base » sont deux appellations couramment utilisées pour désigner une drogue contenant la même substance psychoactive : la cocaïne sous sa forme chimique base. Cette forme est solide, non soluble dans l'eau<sup>6</sup> et surtout, lorsqu'elle est chauffée, elle passe plus rapidement à l'état gazeux que la forme chlorhydrate (c'est à dire à une température inférieure à son point de combustion), conservant ainsi ses propriétés pharmacologiques (Colussi-Mas *et al.*, 2003 ; ONUDC, 2012).

### Fabrication

Le crack est obtenu à partir de cocaïne sous forme sel (chlorhydrate) et d'une solution aqueuse basique. Ce mélange est ensuite chauffé pour accélérer la transformation du chlorhydrate de cocaïne en cocaïne-base qui précipite et forme un solide pouvant être extrait. Le crack destiné à la revente n'est pas importé sous cette forme, mais préparé à Paris (ou sa banlieue proche) à partir de cocaïne chlorhydrate. Selon les habitudes et les savoir-faire des « cuisiniers<sup>7</sup> », la solution aqueuse basique utilisée est soit le bicarbonate de soude soit l'ammoniaque. Lorsque la cocaïne base est préparée dans un but de revente, le bicarbonate de soude serait majoritairement choisi<sup>8</sup>, vraisemblablement du fait de l'odeur très prononcée de l'ammoniaque, rendant la pratique moins discrète. Lors d'un basage par l'utilisateur lui-même, l'ammoniaque serait préférentiellement utilisé. La technique au bicarbonate serait

4. C'est-à-dire absorbée par voie pulmonaire et non par la muqueuse nasale comme la cocaïne sniffée. L'utilisation de cette voie est à l'origine d'un passage dans le sang et d'une arrivée au niveau des récepteurs cérébraux beaucoup plus rapide.

5. Une pratique, qui reste marginale en France métropolitaine, consiste à fumer directement du chlorhydrate de cocaïne dans une cigarette ou un joint. Ce mode d'usage est à l'origine d'une atténuation importante des effets du fait de la combustion.

6. Pour être injecté, le crack doit être rendu soluble dans l'eau par adjonction d'un acide.

7. Les mots en violet renvoient au lexique en fin de document.

8. Des usagers affirmant être capables de différencier le crack issu d'une « cuisine » au bicarbonate de soude d'un échantillon préparé à l'aide d'ammoniaque, après en avoir consommé une partie, déclarent que la grande majorité du crack revendu à Paris est préparée avec du bicarbonate de soude (source : Entretiens ethnographiques et questionnaires CAARUD TREND Paris 2016).

en effet, selon certains usagers, plus difficile à réaliser. La couleur du crack, généralement blanchâtre mais pouvant aller du blanc au jaune, est utilisée pour juger de sa qualité par certains usagers. Quelle que soit la solution aqueuse basique utilisée, les seuls éléments indispensables à la « cuisine » de la cocaïne base sont un peu d'eau, un récipient, un outil pour mélanger et une flamme. Un savoir-faire spécifique serait nécessaire pour que la réaction chimique ait un rendement élevé mais les usagers déclarent souvent que le « coup de main » est rapidement acquis.

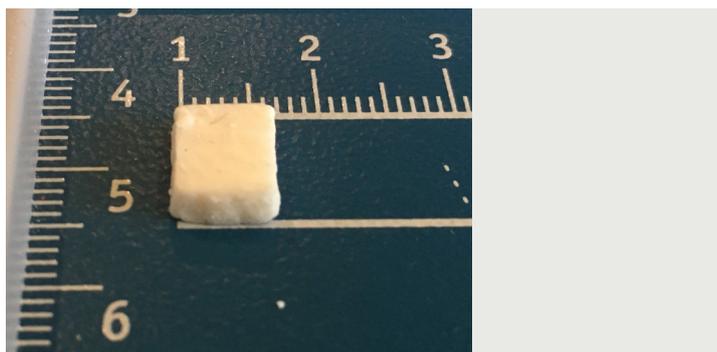
## Composition

Un travail exploratoire mené en 2013<sup>9</sup> avait suggéré que le crack contenait des taux élevés de cocaïne (60 % à 70 % en moyenne) (Gandilhon *et al.*, 2013)<sup>10</sup>. Cependant, aucune donnée d'observation du marché à Paris ne permet d'apporter des éléments récents sur la teneur moyenne du crack et sur sa variabilité. Les teneurs en cocaïne dans les échantillons de crack collectés en Île-de-France, entre 2009 et 2017 dans le cadre du dispositif de veille SINTES (Système d'identification national des toxiques et des substances) de l'OFDT, apparaissent en effet très variables, allant de 20 % à près de 100 %. Ils ne peuvent toutefois être tenus pour représentatifs du marché et, en l'absence d'une étude ad hoc, l'évolution des puretés du produit circulant ne peut être documentée<sup>11</sup>.

Les produits de coupe présents dans les échantillons de crack analysés correspondent à ceux habituellement identifiés dans les échantillons de cocaïne collectés ou saisis (lévamisole, paracétamol, hydroxyzine, phénacétine, caféine...). En effet, la manipulation dite de « basage » de la cocaïne ne permet en aucun cas d'éliminer ces adjuvants ou de « purifier la cocaïne », contrairement à une croyance répandue chez les usagers de free base. Certains de ces produits de coupe peuvent être à l'origine d'effets secondaires, tel le lévamisole qui peut agir sur les défenses immunitaires ou le diltiazem qui peut entraîner des troubles cardiaques.

Bien que cela n'ait jamais été confirmé par les analyses, certains usagers restent persuadés que d'autres produits entrent dans la composition du crack : des stimulants (amphétamines, méthamphétamine, etc.) mais aussi des opioïdes (buprénorphine, codéine etc.). Ces dernières années, plusieurs consommateurs ont aussi évoqué l'utilisation du Subutex® pour « faire gonfler » le produit.

Figure 2 - Galette de crack collectée en 2016 via le dispositif SINTES à Paris



Source : Ethnographie, site TREND Paris, Association Charonne

9. Analyse d'une dizaine d'échantillons de crack et d'une dizaine d'échantillons de cocaïne secondairement basés à l'aide d'ammoniaque d'une part et à l'aide de bicarbonate de soude d'autre part.

10. Ceux-ci apparaissent plus élevés que ceux retrouvés dans le free base. L'hypothèse évoquée à l'époque tenait au fait que le crack pouvait être basé à partir de cocaïne achetée en gros ou semi-gros, plus pure car n'ayant pas subi l'ensemble des coupes potentielles d'un échantillon de cocaïne servant à la confection du free base. Une autre hypothèse reposait sur la croyance en une sorte de « professionnalisation » possible des producteurs de crack, les amenant à une meilleure performance.

11. Le volet veille de SINTES inclut uniquement les produits dont la consommation a provoqué des effets indésirables ou encore, nouveaux, rares ou non reconnus par d'autres méthodes analytiques (chromatographie sur couche mince). Les statistiques issues de ce volet ne peuvent se substituer à une véritable étude d'observation du marché (volet observation de SINTES), visant à décrire la composition du marché moyen d'un produit ou d'une famille de produits.

## Unité de vente, présentation et prix

L'unité classique de revente est appelée « galette », même si les termes « caillou » ou « crack » sont aussi fréquemment utilisés. Elle est habituellement de forme carrée (d'environ 1 cm de côté) mais de poids variable et en général non précisé par le vendeur. Les galettes sont parfois emballées dans un plastique de couleur thermo-soudé. C'est apparemment la règle dans le cadre des ventes se déroulant dans le métro. L'emballage plastique faciliterait le transport du crack dans la bouche, pratique utilisée par les usagers et les dealers pour dissimuler le produit sans l'altérer<sup>12</sup>. L'utilisation de cet emballage laisserait aussi l'opportunité à certains « arnaqueurs » de vendre de fausses « galettes » en dissimulant des grains de maïs ou un morceau de savon ou de cire dans le plastique.

*« Et si y'a plus trop les moudous parce qu'il y a les flics, il y a des faux moudous qui arrivent. Ce sont des consommateurs qui font l'effort de bien se saper un petit peu, qui viennent au point où y'a les dealers d'habitude. Et dans la galette y'a rien dedans. C'est un bout de plastique » (Usagère, 2017).*

En 2017, une « galette standard » se négocie le plus souvent entre 10 et 15 euros (20 euros pour une plus grosse) dans la rue ou dans le métro parisien et s'achète 20 à 30 euros en cité.

### Quantités achetées et consommées

Compte tenu de la variabilité particulièrement importante des unités de vente, dont la plupart ne font pas mention d'un poids théorique, il est délicat d'estimer les quantités les plus communément consommées par les usagers sans mener d'étude spécifique.

Une galette, permet, le plus souvent, selon les usagers, de réaliser 4 prises, mais certains déclarent la fumer en une fois ou deux. Le nombre de prises possibles dépend également de la « taille » de la galette : par exemple, un des participants au groupe focal\* TREND Paris « usagers » en 2015, signalait pouvoir faire 2 « kiffs » avec 1 galette à 13 euros alors qu'une galette à 50 euros lui permettait de faire 20 prises. Un des critères mobilisés par les usagers pour évaluer les points de vente est d'ailleurs la variabilité du nombre de doses par galette, comme l'exprime cette usagère en 2017 :

*« À la Rotonde , au contraire du métro, c'est stable. C'est bien calibré. C'est toujours pareil. Et là je me fais 5-6 kiffes sur ma galette. Dans le métro, c'est emballé et les quantités sont très variables. Donc des fois je vais avoir autant voire même plus qu'à la Rotonde et des fois j'ai beaucoup moins. Et comme c'est emballé, j'en sais rien avant de revenir »*

Un consensus établi lors du groupe focal « usagers » mené par la coordination TREND Paris en 2015 arrivait à l'estimation qu'un client présenté comme non précaire, ayant un logement, et éventuellement un travail, achetait environ 4 galettes à la fois, pour consommer chez lui, ne revenant pas tous les jours. Les usagers les plus précaires (vivant à la rue) achètent quant à eux 2 à 3 galettes par jour environ, ce qui amènerait le nombre de prises quotidiennes autour de 8 à 12.

\* Réunion de personnes concernés par une thématique commune, mais ayant des pratiques et des points de vue diversifiés. Elle permet d'observer des convergences de point de vue (ou des divergences) sur l'absence, l'existence, le développement de tel ou tel phénomène.

\*\* Un des lieux traditionnel de vente du crack (voir page 12).

12. Cette pratique favorise la transmission de bactéries contenues dans la salive.

Intramuros, ces moyennes peuvent toutefois varier selon un certain nombre de paramètres : la taille de la galette, le lieu de revente, la plus ou moins grande proximité et l'ancienneté de la relation entre l'utilisateur et le revendeur. Des rabais de 1 ou 2 euros sont ainsi négociables, de même que l'achat de quantités inférieures à la taille d'une galette standard. Ce type de transaction n'est toutefois pas possible à l'intérieur du métro où les galettes sont vendues pré-emballées :

*« Si tu connais le mec, il peut te faire un truc pour 5 balles, pas comme dans le métro (où) elles sont déjà emballées » (Usager Paris, 2017)*

D'autres quantités peuvent être revendues au détail : un « kiff » est revendu entre usagers au prix de 5 euros mais peut aussi être échangé ou cédé. D'autres types de galettes, plus grosses, peuvent être revendues jusqu'à 30 euros ou même 50 euros. Les plus lourdes sont appelées « rondelles », « lunes » (5 g) ou « demi-lunes » (2,5 g), en rapport à leur forme circulaire ou semi-circulaire.

## **Représentations attachées au crack et vocabulaire des usagers**

### ***Perception des non-usagers : déchéance sociale et perte de contrôle***

Pour les non usagers, à Paris, comme dans le reste de la métropole (Gandilhon *et al.*, 2013), le crack concentre toutes les représentations négatives qui peuvent s'attacher au monde des drogues. Le « cracker » incarne l'image de déchéance du « junky » des années 1980. À l'instar de l'héroïne, le crack est considéré comme un produit à l'origine de prises compulsives, de comportements violents, dangereux conduisant à une désocialisation.

Dans les milieux plus accoutumés aux consommations de psychotropes, surtout récréatives, la cocaïne basée est décrite comme rendant les usagers égoïstes, compulsifs, irascibles. Son usage conduit fréquemment à des périodes de dérapage des consommations qui génèrent de nombreux problèmes financiers. La consommation du crack aurait pour conséquence de rendre les usagers arnaqueurs, menteurs, voleurs et isolés (« ils perdent vite leurs amis »). Les « baseurs » sont souvent perçus comme ayant toujours des problèmes d'argent et sont donc des personnes qui inspirent couramment la méfiance.

### ***Perception des consommateurs : un produit ambivalent***

Dans l'espace **urbain**, le crack est perçu par ses propres usagers comme un produit très puissant, lorsque la « qualité » attendue est présente. Cependant, le regard des usagers est ambivalent : le crack étant susceptible d'être à la fois un « bon » produit quand il répond aux attentes et une substance « dangereuse », principalement à cause de son pouvoir addictogène. Ainsi, en 2012, la moitié des usagers de crack interrogés à Paris et en Seine-Saint-Denis, dans le cadre de l'étude ENa-CAARUD considéraient ce dernier comme le produit leur posant le plus de problèmes, très largement devant le **Skénan**<sup>®</sup> à Paris et l'alcool en Seine-Saint Denis (Cadet-Taïrou *et al.*, 2015). Il est par ailleurs décrit par les usagers comme n'induisant pas de troubles majeurs immédiats.

En revanche, parmi les usagers de cocaïne passés à la voie fumée, le caractère immédiatement irrésistible de l'envie de consommer à nouveau (**craving**) apparaît particulièrement violent et c'est la perte de contrôle qui est le ressenti prédominant. Sont aussi décrits le renfermement

sur soi, la perte de toute convivialité et une obnubilation sur le produit, ressentie aussi physiquement (Reynaud-Maurupt et Hoareau, 2010).

Le vocabulaire employé par les usagers témoigne également de ce que représente, pour eux, le crack.

Crack, « Keucra », « galette », « caillou », « youca », « kiff », « free base », etc. sont tous des termes désignant un produit contenant de la cocaïne base. « Crack » ou « keucra » désigne la substance (« du crack », « du keucra »). « Caillou » désigne également la substance (« t'as pas du caillou ? »), ou une petite partie d'une « galette », l'unité classique de revente.

Un « kiff » constitue une partie de galette représentant la quantité nécessaire pour une seule consommation. Selon l'effet recherché par un usager donné, celle-ci peut donc correspondre à une galette entière ou à un petit morceau de celle-ci (Schmitt, 2017).

D'autres appellations font, quant à elles, référence à l'effet attendu ; ainsi, un « réveil » désigne une quantité de crack, quelle qu'elle soit, qui correspond à la première consommation de la journée (ou après plusieurs jours) si elle a lieu en matinée. Le terme est également employé comme verbe : (« tu me réveilles ? » pour dire « tu n'as pas un morceau de crack ? »). L'effet attendu est censé être plus vivifiant physiquement que les consommations qui suivent dans la mesure où le corps, après une période d'arrêt relativement courte, se serait affaibli (Schmitt, 2017).

Le terme « angoisse » désigne l'effet qui succède au plaisir, c'est à dire la *descente*. Par extension, il serait finalement employé pour évoquer à la fois la prise, dont les effets recherchés seront inévitablement suivis des sensations pénibles qui accompagnent la descente, mais aussi un morceau de crack tellement infime que sa consommation ne serait même pas suffisante pour combler un quelconque manque.

Les usagers semblent actuellement différencier plusieurs qualités de crack en fonction du profil des vendeurs et des lieux de vente, celui vendu dans le métro à Paris ou à Aubervilliers-Porte de la Villette, étant réputé de qualité plus aléatoire que les autres. La qualité est évaluée par l'utilisateur essentiellement après la prise. Plusieurs usagers considèrent la rapidité de survenue et l'intensité de l'angoisse qui accompagne la baisse des effets attendus comme des indicateurs de faible qualité du produit. Cette angoisse qui va provoquer l'envie plus rapide d'une nouvelle prise est en effet attribuée par les usagers à une coupe par des médicaments ou de l'amphétamine<sup>13</sup>.

Le caractère compact du produit peut aussi être considéré comme un gage de qualité alors que des formes plus poudreuses témoigneraient d'un niveau de coupe supérieur ou d'un surplus de bicarbonate, qui se traduirait par de fortes irritations de la gorge (Schmitt, 2017).

---

13. Les analyses SINTES n'ont à ce jour jamais détecté de telles substances dans le crack.

## ÉVOLUTIONS ET RECONFIGURATIONS DU MARCHÉ

Le crack est très **disponible** à Paris et le marché n'a connu aucune pénurie depuis la mise en place du dispositif TREND en 1999. Son **accessibilité** a fortement augmenté dans l'espace **urbain** francilien ainsi que la visibilité de la revente (et de l'usage) du produit.

En revanche, la revente de crack n'est pas observée dans l'espace festif tant conventionnel (clubs, bars...) qu'alternatif techno (free parties, teknivals, zones off des festivals...). Le crack n'y est accessible que par l'intermédiaire d'usagers isolés de cocaïne « cuisinant » eux-mêmes la cocaïne pour fabriquer de la free base.

Il faut d'emblée préciser que l'ensemble des informations actuellement disponibles sur le marché du crack proviennent de ce qui est observé « en bout de chaîne », au stade de la revente aux usagers.

### Un marché parisien historique

Les revendeurs de rue sont les premiers à avoir diffusé le crack à Paris à la fin des années 1980 dans les quartiers nord-est de la capitale. Essentiellement originaires d'Afrique de l'Ouest et dénommés modous ou moudous (Halfen et Grémy, 2005a), ces revendeurs, le plus souvent isolés, opèrent dans la rue, dans le métro, mais également dans des lieux devenus historiques du marché du crack tels que la place de la Rotonde, près de la station de métro Stalingrad. Depuis le début des années 2000, les scènes de revente et d'usage de crack, bien que toujours ancrées dans le nord et le nord-est parisien ainsi que dans la proche banlieue en Seine-Saint-Denis, ont vu leurs contours évoluer principalement en fonction de l'aménagement de l'espace urbain et des actions des dispositifs policiers (évacuation de squats, opérations policières sur un lieu de revente, mise en place des zones de sécurité prioritaires ou des brigades spécialisées de terrain...) (Halfen et Grémy, 2006 ; Pfau et Péquart, 2010, 2016). Ces relocalisations des lieux de revente, d'un côté ou de l'autre du boulevard périphérique nord, au gré des déplacements de squats ou de l'intensification des contrôles, n'ont pas eu d'impact durable sur l'organisation des trafics et sur la montée progressive de la **disponibilité** du crack. Ces déplacements se sont principalement accompagnés d'une dispersion des lieux de vente et des squats (Halfen et Grémy, 2010 ; Halfen *et al.*, 2008), selon le mécanisme de l'effet ballon<sup>14</sup> (Gandilhon, 2014), d'une exacerbation des tensions et violences entre usagers ainsi que d'une diminution d'accès à la réduction des risques pour les habitants de ces squats (Martinez, 2010 ; Azocar, 2016).

Dès 2004, un nouveau type de revendeurs a émergé, plutôt jeunes, issus des cités du nord de Paris et de Seine-Saint-Denis (93), jusqu'alors spécialisés dans le trafic de résine de cannabis et attirés par ce marché potentiellement lucratif (Gandilhon *et al.*, 2013 ; Halfen et Grémy, 2005b ; Pfau *et al.*, 2010). On a alors assisté à une appropriation partielle du marché de rue

14. Désigne le déplacement d'un problème sur les aires périphériques lorsque celui-ci a été éradiqué sur une zone géographique donnée.

par ces acteurs, en particulier dans le quartier de la Goutte d'Or, et même, vers 2007, à une éviction des modous dans les zones contrôlées par ces nouveaux arrivants (Cadet-Taïrou *et al.*, 2012 ; Gandilhon *et al.*, 2010). Secondairement, un trafic dit « de cité », fixe, organisé et hiérarchisé sur le modèle du trafic de cannabis en cités est apparu. Il fonctionne avec la présence de (très) jeunes guetteurs ou rabatteurs (parfois 12-13 ans), encadrés par les revendeurs, et une file d'attente régulée dans une rue adjacente aux heures de pointe pour éviter les regroupements trop visibles. Les horaires sont imposés, le prix de la « galette » y est fixe et non négociable, seuls les billets sont acceptés (pour ne pas compter les pièces), le troc n'est pas admis et les contacts avec les revendeurs sont très succincts. Les usagers les plus touchés par la précarité se plaignent, d'y être souvent maltraités voire « violentés » (violence verbale, parfois physique) à l'occasion de leurs achats.

Outre certaines zones de vente situées en proche banlieue (Benso, 2017), s'est développé sur ce modèle, le plus gros point fixe de revente de crack dans Paris intramuros, à la cité Reverdy située dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement (métro Laumière). Ainsi, pendant plus de cinq ans, ce « four » ouvert 7 jours sur 7 de 21 heures à 4 heures du matin a pu recevoir jusqu'à 150 passages de clients durant les seules deux premières heures d'ouverture (observations ethnographiques TREND Paris) (Pfau et Péquart, 2014a).

### **Le « revendeur isolé », une image à nuancer**

Les modous apparaissent comme des revendeurs isolés et leur trafic peu organisé et non hiérarchisé. Il semble cependant qu'existe parfois une forme de travail d'équipe. Certains circulent, dans le métro par exemple, en se fondant dans la foule, les usagers arrivant à les identifier via des signes, mais d'autres sont présents à horaires fixes sur des lieux précis. S'organisent ainsi des sortes de « roulements » d'équipes tournantes de 4 à 5 personnes, permettant aux usagers de retrouver « leur » fournisseur sur un créneau horaire connu, mais offrant également la disponibilité d'un marché « continu » dans certains lieux. Ainsi le marché du squat de la colline (voir focus page 32) serait ouvert 24 heures sur 24 alors que des revendeurs seraient présents à Stalingrad, au minimum entre 19 heures et 3 heures du matin, en fonction des horaires d'approvisionnement des usagers rencontrés. Selon les consommateurs, les modous travailleraient également en équipes à la Gare du Nord, lesquelles seraient renouvelées tous les six mois avec une recrudescence d'individus très jeunes.

Hormis le fait que la cocaïne serait cuisinée localement, il apparaît surtout que l'organisation de ce trafic est finalement assez mal connue. Qui achète la cocaïne ? À quel niveau du circuit de ce produit et dans quelles quantités ? Qui base ? Par quel type d'organisation sont reliés les modous ? Un travail d'investigation spécifique serait nécessaire pour pouvoir décrire la structuration du marché en amont, depuis l'achat de la cocaïne destinée à être basée, jusqu'au produit vendu.

## **Extension et dissémination récentes de la vente**

En juin 2014, le démantèlement par les forces de l'ordre du point de vente de la cité Reverdy a constitué un tournant capital dans le paysage du trafic et des scènes de consommation de crack, entraînant de nombreux changements dont les conséquences étaient encore observables en 2017 : une reprise du trafic parisien intramuros par des dealers de type modous, un report vers des lieux d'usage/revente déjà installés et une dissémination du trafic avec l'investissement marqué du métro parisien.

Plusieurs nouvelles « équipes » successives ont tenté de réimplanter un marché sur ce site, deux jours seulement après le démantèlement de ce trafic, mais toutes ont finalement échoué, en particulier du fait du stationnement permanent d'une voiture de police, dissuasive pour les éventuels clients. Depuis lors, aucun point de vente de crack présentant un niveau d'organisation comparable n'a été identifié dans Paris intramuros. Le trafic de cité est désormais cantonné à la très proche banlieue nord et nord-est (voir encadré Seine-Saint-Denis p. 17) (Benso, 2017), même si des ventes persistent dans certaines cités périphériques intramuros. D'autres cités de banlieue, plus éloignées de Paris, seraient aussi concernées (dans le 92 et le 93 voire dans le 94 et le 95)<sup>15</sup>.

### **Le report vers les lieux de vente préexistants**

En 2017, comme en 2015, l'un des lieux les plus cités en matière d'approvisionnement par les usagers de crack à Paris, demeure la Rotonde au métro Stalingrad. Cet emplacement serait fréquenté à un moment ou à un autre par une grande part des usagers, mais on signale aussi des lieux où le trafic s'est développé plus tardivement tels que la Porte de la Villette, en particulier coté Aubervilliers, les Jardins d'Éole et les gares du Nord, de l'Est et de Saint-Lazare. La vente est également très présente au squat de la Colline, par ailleurs lieu de vie et de consommation (voir encadré page 32-33), Cependant, selon l'expression des usagers, aucun de ces lieux ne saurait être qualifié de véritable « four » à l'image de celui qui existait dans la cité Reverdy à Laumière.

### **L'implantation marquée dans le métro**

La présence d'usagers et de vente de crack dans le métro, n'est pas un phénomène radicalement nouveau. Certaines stations du nord-est parisien (Lamarck-Caulaincourt, Marcadet-Poissonnières par exemple) étaient déjà familières des consommateurs de crack, en particulier afro-caribéens, fréquentant les alentours de la Porte de la Chapelle, notamment pendant la période hivernale. En outre, des transactions ont pu y être observées dès les années 2000 et, en 2006, un repli des modous dans le métro était déjà évoqué, suite à l'occupation de certains lieux de deal en surface par les nouveaux dealers de cités (Halfen *et al.*, 2005b ; Halfen et Grémy, 2007)

Enfin, pour les usagers de drogues plus précaires, reste la solution du métro où il faut attendre aux stations jusqu'à ce que passe un dealer (Halfen *et al.*, 2005b).

Néanmoins, la revente (et la consommation) de crack qui se faisaient majoritairement en « surface » (rue/cité) se sont nettement développées en « souterrain » avec l'apparition de nouvelles scènes de revente et de consommation dans le métro au cours de ces dernières années. Dès 2012 (Pfau et Péquart, 2014b), la mise en place des ZSP (zones de sécurité prioritaires) dans certains quartiers des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> arrondissements a favorisé un déplacement des lieux de revente et de consommation de la rue vers les couloirs du métro (Pfau *et al.*, 2014a). À partir de 2014, l'accentuation de ce phénomène l'a rendu clairement visible aux yeux des Parisiens.

*« Tu veux acheter du crack ? C'est dans le métro ! Tu veux fumer du crack ? C'est dans le métro ! Tu veux faire de la thune pour du crack ? C'est dans le métro ! Parfois j'peux ne pas sortir du métro pendant 4/5/6 jours ! Je dors, fume, achète, vis dans le métro depuis que le crack est dans le métro et que dans le métro ! » (Usagère – 21 ans, Paris 2016)*

15. Ces zones sont, en 2017, non ou mal couvertes par les observations du dispositif TREND Paris.

La vente s'est étendue dans un premier temps (2013-2015) vers le sud, où la police a interpellé des revendeurs isolés dans des stations habituellement non fréquentées par ces derniers, sur les lignes 4, 9, 12 et 14, y compris dans les « beaux quartiers » (Concorde, Madeleine, Notre-Dame-de-Lorette...) mais également jusqu'à Montparnasse. En dehors des zones traditionnelles de trafic, des scènes de vente s'ouvrent, ici ou là, puis disparaissent. Dans un deuxième temps (2015-2016), le trafic s'est principalement, mais pas seulement, recentré dans le nord-est de la capitale sur les lignes 12 et 4, aux alentours des gares (du Nord, de l'Est et Saint-Lazare) et des stations Château-Rouge, Marcadet-Poissonniers, Barbès et Stalingrad. Celles-ci ont été investies par les revendeurs depuis 2014 et l'usage et la revente y sont devenus plus importants en 2015 (Pfau *et al.*, 2016).

*« Tu vas sur le quai y a toujours entre 3 et 4 mecs qui vendent ... et franchement maintenant ils sont partout ... »* (Usager, Paris, 2015) (Dauriol, 2016)

*« Le crack maintenant c'est partout dans le métro, sur la ligne 12 de Porte de la Chapelle à Montparnasse, tu trouves et sur la 4 de Marcadet à Montparnasse c'est la même. »* Un autre (Usager, Paris, 2015) (Dauriol, 2016)

En 2015, la police observe qu'après être descendus de la rue sur les quais de métro les revendeurs investissent l'intérieur des rames pour gagner en discrétion et mobilité.

*« Et donc quand ça se fait plus dans les stations parce que c'est trop la lutte, ça se fait dans les rames de métro. Il suffit de zyeuter [de regarder] un petit peu qui y'a dans le métro et au bout de 4-5 rames y'a toujours un moudou qui se balade et on fait ça dans la rame. Ça m'est encore arrivé toute à l'heure. Tout à l'heure, personne à Gare du Nord. Réaumur y'a personne dans la journée, en général c'est plus tard le soir. Je peste encore, ça me fait chier. Puis je prends le chemin du retour et puis hop, je tombe sur un moudou dans la rame et... voilà. Ça se balade. »* (Usagère, Paris 2017).

En 2016, le nombre de stations de métro (et leurs alentours) où le crack est accessible demeure élevé (sur la ligne 4 de Marcadet-Poissonniers à Etienne Marcel et sur la ligne 12 de Porte de la Chapelle à Notre-Dame-de-Lorette, mais aussi aux stations Stalingrad, Jaurès, Saint-Lazare et Porte de la Villette) ainsi que le nombre d'arrondissements touchés (1<sup>er</sup>, IX<sup>e</sup>, X<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup>).

En 2017, en dehors des gares et du nord de la ligne 12, le trafic pourrait s'être recentré sur la ligne 4, en particulier dans les stations Strasbourg-Saint-Denis et Réaumur-Sébastopol, mais cette observation ethnographique demandera à être confrontée à d'autres données disponibles.

### **Une visibilité de la consommation marquée autour des lieux de vente**

Depuis les premières observations de TREND, les usagers de crack se déplacent avec le trafic (Halfen *et al.*, 2006). Les lieux d'usage se situent donc souvent à proximité des lieux de vente décrits précédemment. Cependant, les usagers doivent consommer de manière suffisamment éloignée du regard des revendeurs qui souhaitent éviter les troubles à l'ordre public pour ne pas attirer l'attention qui nuirait à leur commerce. Depuis la diffusion du crack via le métro parisien, les consommations les plus visibles se déroulent donc aux alentours des stations où l'on observe la revente la plus marquée (parcs, jardins, parkings, rue...).

« Depuis mars-avril les usagers consomment entre les parkings X et la Gare du Nord, derrière un muret (ce qui permet d'assurer une « certaine » discrétion par rapport à la rue et au passage des piétons). Depuis les mois de mai-juin explosion de la fréquentation de cet espace car les parkings X ont des grilles et des vigiles sont postés devant les portes des parkings pour éviter toutes intrusions d'usagers dans les sous-sols. Plus aucun usager ne peut aller dans les parkings pour consommer. Cet espace est appelé par les usagers : « La cour des Miracles ». (Usager, Paris 2015) (Dauriol, 2015)

Les couloirs du métro, voire l'intérieur des rames, sont des lieux où les consommations, comme les reventes, sont très visibles ; et ce, même si certains usagers ne possédant pas de lieu pour s'abriter sont gênés de devoir consommer dans l'espace public. La place Stalingrad et la Porte de la Chapelle (squat de la Colline) sont aussi des lieux de vie abritant les consommations des usagers les plus précaires. Certains d'entre eux possédant un logement optent pour une consommation solitaire (dans les lieux publics ou à leur domicile). D'autres se mêlent aux usagers les plus précaires et adoptent, pour un temps (d'une nuit à quelques jours) une partie de leurs modes de consommation (usage en groupe, dans les lieux publics, mutualisation des ressources et des outils de consommation).

### **Vers un marché d'ampleur nationale ?**

Outre les stations de métro, les gares du Nord et de l'Est, et celle de Saint-Lazare où le trafic s'était déjà installé, la police procède en 2016, à des arrestations d'usagers dans d'autres gares non connues comme lieux d'usage et/ou de revente (Gare de Lyon et Gare Montparnasse notamment). Cette visibilité accrue, si elle se confirme, pourrait être un signe d'un intérêt croissant porté au crack parisien, par des usagers habitant loin de Paris, voire en dehors de l'Île-de-France où le produit n'est pas disponible directement à la vente. Certains sites du dispositif TREND (Bordeaux, Lyon, Marseille, Toulouse...) font par ailleurs état d'usagers venant à Paris pour se fournir en cocaïne basée, dont certains depuis le début de la décennie 2010 (Gandilhon *et al.*, 2013). De plus, l'anonymat et la dissimulation sont facilités par la taille importante des lieux et les flux de voyageurs. En outre, la gare du Nord, place notable de la vente de Skénan<sup>®</sup>, est devenue récemment un lieu de revente

#### **Dispersion des usagers et réduction des risques**

La difficulté de concilier sécurité publique aux abords des squats, des zones de vente et de consommation et réduction des risques a été observée sur tous les sites TREND (Cadet-Taïrou *et al.*, 2013). Ainsi, les évacuations des squats en particulier, non seulement rompent les liens établis par les équipes de réduction des risques et des dommages (RdRD) avec des usagers qu'il faut « aller chercher », pour mettre en œuvre une prise en charge socio-sanitaire, mais annulent également le bénéfice du travail réalisé autour de ces squats : concertation avec les autorités politico-administratives, organisation des interventions médico-sociales, dispositifs de maintien de l'hygiène (accès à l'eau potable, évacuation des déchets), création du lien avec les usagers pour faciliter la transmission de pratiques de RdRD (Martinez, 2010). La dispersion du trafic a le même impact car les lieux de revente sont aussi souvent les lieux de rassemblement des usagers, lieux dont l'existence facilite le repérage et la prise de contact par les équipes de RdRD. Ainsi, les bus de RdRD ont perdu de vue les nombreux consommateurs venant chercher du matériel aux abords du métro Laumière suite au démantèlement du point de vente de la cité Reverdy. Les usagers les plus insérés notamment qui peuvent n'être accessibles que lorsqu'ils s'approvisionnent ont disparu ou presque de la file active de ces structures d'accueil.

du crack, facilitant pour les usagers, les transactions couplées crack-Skénan® (revente de Skénan® pour acheter du crack) ou les consommations conjointes (voir encadré « Crack et Skénan® » page 29). En 2015, on dénombrait une quarantaine de dealers entre les gares du Nord et de l'Est (groupe focal usagers 2015).

### **Ventes et consommations de crack en Seine-Saint-Denis (Benso, 2017)**

Deux zones principales de vente sont identifiées à proximité de la capitale, situées à Aubervilliers et à Saint-Denis, auxquelles s'ajoute la ville de Montreuil où un trafic de moindre importance est également observé. D'autres points de ventes existaient, à Bondy par exemple, sans que cette information ait été attestée par une observation. La vente de crack en banlieue revêt uniquement la forme du trafic de cités lequel est surtout développé à Aubervilliers où est implanté, à la Porte de la Villette, le plus gros point de vente de ce type, particulièrement visible depuis l'été 2014. À l'inverse, le trafic de crack observé à Montreuil, de même que celui implanté au centre-ville de Saint-Denis est plutôt organisé sur le mode du trafic de rue, mobile, ou sur les lieux de consommation (squats, parkings, espaces verts...). Même à Aubervilliers il est possible d'acheter du crack à des vendeurs isolés, notamment en dehors des horaires d'ouverture du commerce de cité. Ces vendeurs ne sont pas, comme à Paris, des modous, mais plutôt des « jeunes du quartier ». Les consommations sont, quant à elles, plus diffuses, même si elles restent souvent assez peu visibles dans la rue (Aulnay, Sevrans, Bondy...). Les usagers de crack sont largement dominants parmi les usagers du CAARUD de Saint-Denis. Les observateurs, intervenants ou usagers, constatent une extension des usages de cocaïne basée depuis quelques années, à la fois dans les files actives des CAARUD, mais également du fait des doseurs\* retrouvés sur de nouveaux périmètres géographiques.

\* Equivalent d'une pipe à crack. Ce terme reste utilisé car les usagers employaient des doseurs à pastis avant l'élaboration de matériel de réduction des risques par les associations.

## **Relation clients et forte concurrence**

Les pratiques des modous sont décrites comme radicalement différentes de celles qui prévalent pour le trafic en cité où l'organisation est collective et hiérarchisée sur le mode du trafic de cannabis (voir supra) sans recherche a priori de lien privilégié avec les clients vulnérables que sont la plupart des usagers de crack.

### **De l'accessibilité à la vente forcée**

Des liens parfois étroits de fidélisation sont entretenus par les modous avec leurs clients. Certains contactent les usagers à des moments ciblés (veille du versement du revenu de solidarité active par exemple) pour prévenir qu'ils peuvent avancer du crack (jusqu'à plusieurs centaines d'euros). Sur le lieu de vente de la Colline, pour l'achat d'un « caillou », les modous offriraient parfois un **kit base** (contenant des outils de consommation à moindre risque distribué par les associations spécialisées) dont ils savent qu'il s'agit d'un objet utile à leurs clients (voir le point « Modes d'usage »). Certaines interactions, décrites en particulier à La Colline et au métro Stalingrad, relèveraient d'un système d'échange parfois perçu comme de l'entraide. Outre la possibilité déjà signalée d'obtenir des achats de quantités plus petites quand les protagonistes se connaissent, de négocier l'achat à l'euro ou à la dizaine de centimes près, on observe une certaine souplesse dans les moyens de paiement acceptés qui

peuvent être liés à la mendicité, à la prostitution ou à la petite délinquance (ticket restaurant, échange avec du matériel volé, etc.) La vente peut ainsi prendre la forme du troc :

« - Tu peux les payer par... si t'as tes fringues qui sont... ben qui peuvent leur plaire tu peux leur revendre. Ton téléphone aussi, tu peux leur revendre. Ils prennent aussi les recharges LycaMobile. Ils prennent à peu près tout les mecs hein !

- Enquêteur : Des vêtements ?

- Ouais, ouais, des fringues neuves, de bonne qualité on va dire. Qui sont propres, de bonne qualité, ils te les rachètent quoi. [...] De tout, tout, tout, tout, tout, tout ils te reprennent les mecs ! Même de la bouffe des fois. Moi j'ai des gars, ils vont genre chez Picard et ils pé-ta [tapent, c'est-à-dire volent] les... t'sais les surgelés. Genre des gambas, des trucs comme ça, qui vont leur refourguer après. » (Usager, Paris 2017)

Les échanges rapportés par les usagers ou constatés lors d'observations ethnographiques, concernent des objets aussi divers qu'un pack de lait, un téléphone, une bague, des chaussures ou même un « frigo » dont l'utilisateur aurait obtenu 15 euros, soit le prix d'une galette.

Pour les modous, vendre et/ou échanger du crack à la Rotonde permettrait d'acquérir des biens de toutes sortes, pour eux-mêmes ou leur famille, mais aussi en vue d'une revente.

Cependant, cette forme de fidélisation constitue également un acte commercial destiné à créer une relation d'obligation dans la durée et augmenter ainsi les chances des revendeurs de se constituer une clientèle stable et régulière. Le régime de dette fonctionne donc à la fois comme un traitement privilégié mais aussi comme une stratégie visant à engendrer une dépendance de l'utilisateur à l'égard de son fournisseur. Si la plupart des modous n'autoriseraient pas plus de 30 euros de dettes, certains accordent des crédits pouvant atteindre des montants de plusieurs centaines d'euros avec la possibilité d'un remboursement progressif de la dette : « Là j'avais 90 euros de dettes, maintenant j'ai plus que 50. J rembourse chaque fois un petit peu quand j'achète un caillou » (Usagère). Le nombre de morceaux de crack fournis à « crédit » serait d'autant plus élevé que le consommateur tiendrait constamment ses engagements à les rembourser. Ces transactions pourraient aussi glisser vers le chantage vis-à-vis des usagers quand la concurrence entre dealers est forte.

Il convient de noter que si les usagers signalent des différences de qualité du produit vendu selon les lieux de vente et les vendeurs, dont les pratiques ou les modes d'approvisionnement diffèreraient (Schmitt, 2017), cela ne se traduit pas par un approvisionnement systématique auprès des modous vendant le produit jugé le meilleur. De la même manière, les relations de « fidélisation » mises en œuvre par les modous n'amènent pas les usagers à s'approvisionner systématiquement auprès du même dealer. En effet, la question de la qualité, comme celle des arrangements possibles autour de l'approvisionnement, devient secondaire au regard du besoin d'accès immédiat au produit ou de l'impossibilité pour l'utilisateur de se déplacer compte tenu de son état physique. C'est ainsi souvent le lieu le plus accessible qui sera privilégié, en particulier la Gare du Nord où, malgré les « arnaques » évoquées, les usagers trouvent toujours à se fournir.

Enfin, certains lieux seraient, plus que d'autres, le théâtre d'une concurrence exacerbée entre modous qui se traduirait par des attitudes très possessives, et même agressives de leur part pour s'approprier les usagers, comme cela est décrit à la Gare du Nord :

« Là ils sont 10 ou 15, les modous, donc ils se battent pour vendre leurs trucs. Quand moi j'arrive, faut jouer des coudes. Ils me sautent dessus. Ils m'agrippent. J'suis obligé de

*leur faire des clefs. Ils me sautent dessus et ils me lâchent pas. Des fois, c'est vraiment très très chiant. Des fois même, j'suis obligé de céder parce qu'ils m'ont tellement accaparé que ben, tant pis, j'vais pas voir celui que je voulais parce qu'ils sont trop chiants. » (Usager, Paris 2017)*

La disponibilité du crack sur les lieux de vie et de passage des usagers, et les sollicitations constantes dont ils font l'objet de la part des modous rendent souvent particulièrement difficiles les changements de consommations pour ceux qui souhaitent diminuer, voire arrêter l'usage de crack.

### **Les pratiques des modous en évolution**

La fermeture du « plan de Laumière » a probablement accéléré l'évolution des pratiques de revente du crack, initiée depuis le milieu des années 2010, avec, comme pour le cannabis ou la cocaïne, l'organisation de « plans par téléphone », certains revendeurs ayant choisi de se déplacer pour livrer les galettes (Cadet-Tairou *et al.*, 2014). Sécurisant les transactions du point de vue des usagers, qui n'ont plus à se rendre sur les lieux de deal, ces pratiques les rendent également beaucoup plus discrètes. L'utilisateur fixe le lieu de rendez-vous et le revendeur s'y rend (dans la rue ou en appartement pour les usagers les plus insérés). Selon les usagers, les dealers se déplaceraient dans un périmètre ne nécessitant pas un trajet de plus de 15 minutes (à pied ou en transport en commun). Contrairement à ce qui se pratiquait il y a quelques années, quand les revendeurs ne se déplaçaient que pour un montant ou une quantité minimum, ils le feraient aujourd'hui pour une simple galette. En Seine-Saint-Denis, les revendeurs utilisent également les SMS pour relancer les clients (offres, promotions) et se seraient mis plus récemment à fixer des rendez-vous par téléphone pour des livraisons. Les lieux de revente sont en effet plus identifiés et plus stables qu'à Paris. C'est donc, le plus souvent, encore le client qui se déplace pour acheter le crack, même si ces pratiques se développent.

## DIFFUSION DE L'USAGE ET NOUVEAUX PROFILS D'USAGERS

Dans la continuité des années précédentes, les données de l'année 2016 et du début 2017 confirment un élargissement continu des profils des usagers de même qu'une extension géographique de la diffusion du crack.

### L'extension des usages

Outre la mise en lumière des consommations de crack par le biais de la salle de consommation à moindre risque, ouverte en octobre 2016<sup>16</sup>, toutes les sources du réseau TREND (ethnographie de terrain, questionnaires CAARUD, groupes focaux « application de la loi », sanitaire, « usagers ») confirment la visibilité croissante des usages de crack à Paris au cours de ces dernières années et l'augmentation du nombre de personnes qui en consomment. Cette diffusion est également perceptible en banlieue parisienne (Montreuil, Créteil, Saint-Denis) ainsi qu'en témoignent les professionnels de la RdRD, voire bien au-delà comme à Compiègne (Cadet-Tairou *et al.*, 2016 ; Leparisien.fr, 2015).

*« On voit une augmentation d'usages de crack ! C'est vraiment une tendance qui se confirme, on avait senti venir le truc sur la fin de l'année, mais là c'est vraiment confirmé ! Avant on distribuait plus de matériel d'injection que de matériel pour fumer, mais la tendance s'inverse ... »* (Un professionnel CAARUD Montreuil 2016)

*« Le crack ça fait une bonne année que c'est arrivé dans notre secteur, mais ça arrive à une vitesse ... maintenant on a l'impression qu'ils fument tous ! »* (Un professionnel, CSAPA Créteil 2016) (Dauriol, 2016)

Si l'usage de crack ne concerne pas uniquement les usagers des CAARUD, les données les concernant témoignent de sa présence plus spécifique dans certaines zones d'Île-de-France. En 2015, la moitié des usagers des CAARUD franciliens étaient des consommateurs récents (ayant consommé au moins une fois au cours du mois précédant l'enquête) de cocaïne basée contre 25 % pour l'ensemble des régions métropolitaines (Lermenier-Jeannet *et al.*, 2017). Cette prévalence apparaissait alors majeure dans les CAARUD intra-muros (63 %) mais aussi en Seine-Saint-Denis (40 %) alors que l'ensemble des CAARUD des autres départements d'Île-de-France recevaient en moyenne 17 %\*\*<sup>17</sup> d'usagers récents de ce produit.

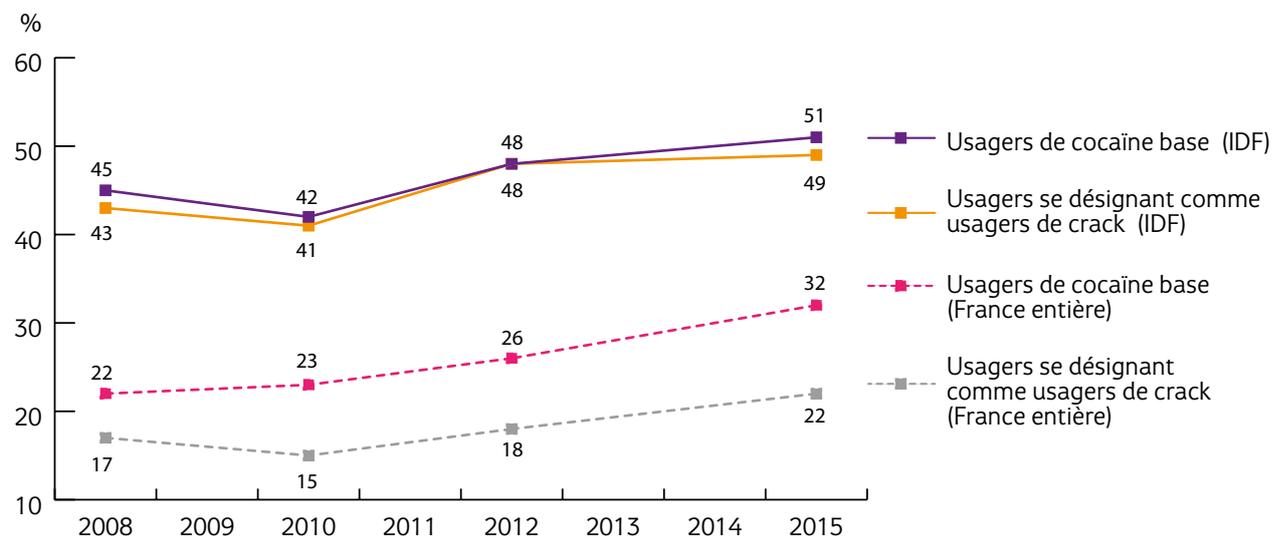
Les données quantitatives disponibles auprès des usagers des CAARUD d'Île-de-France montrent également une augmentation significative de la consommation déclarée de crack entre 2008 (43 %) et 2015 (51 %) (Figure 3). En 2015, la confrontation des données

16. Au cours de la première année d'existence de la salle, le crack est la deuxième substance consommée après le Skénan®. Il concerne 43 % des 31 400 passages pour 670 usagers différents (Avril, 2017).

17. Dans l'ensemble du document \* signifie qu'un écart entre 2 statistiques citées est statistiquement significatif avec un risque d'erreur de 5 %, \*\* signifie que l'écart est significatif avec un risque d'erreur égal à 1 %.

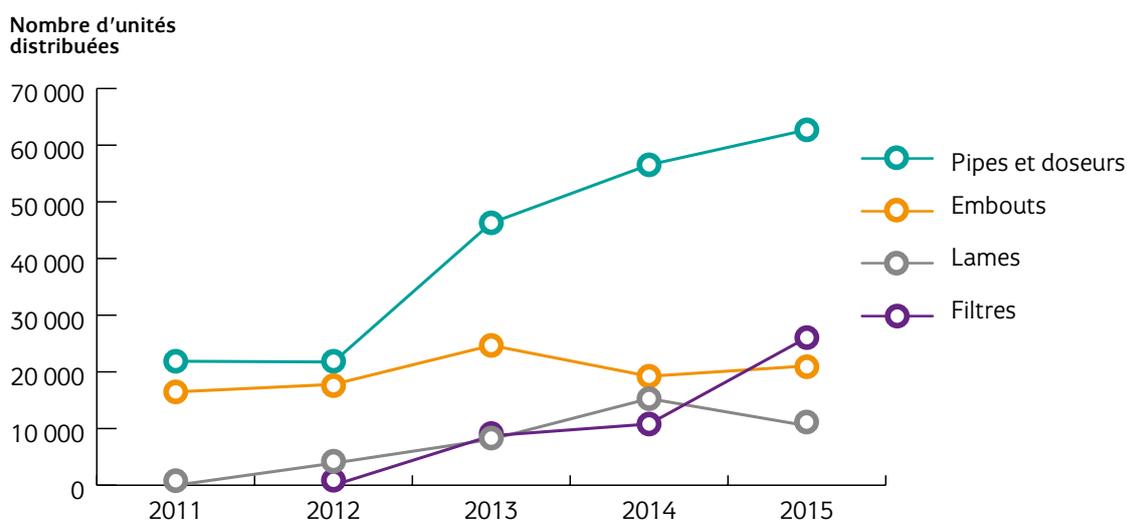
déclarées par les usagers des CAARUD (ENa-CAARUD 2015) et des files actives suivies par les structures (ASA CAARUD 2015) (Díaz Gómez, 2016, 2018) permettait d'estimer le nombre d'usagers de crack ayant fréquenté les CAARUD à environ 10 000 en Île-de-France, dont 8 400 pour les CAARUD intramuros et autour de 1 000 pour ceux de Seine Saint-Denis.

**Figure 3 - Part des usagers des CAARUD qui déclarent avoir consommé de la cocaïne sous forme basée au cours du mois précédant l'enquête**



Source : ENa-CAARUD 2008-2015, OFDT

**Figure 4 - Évolution de la distribution du matériel lié à la consommation fumée de crack par les CAARUD des associations Charonne, EGO et Gaïa entre 2012 et 2015**



Source : ASA-CAARUD, OFDT

Notes : Contrairement aux seringues, les kits ne sont pas à usage unique et les embouts permettent des consommations à plusieurs, ce qui multiplie le nombre potentiel de consommateurs par jour. Les quantités distribuées ne reflètent pas la totalité de la demande dans la mesure où les structures ont une offre limitée par les moyens qui leur sont alloués. Les doseurs sont de moins en moins distribués au profit des pipes.

La période 2012-2015 semble en outre avoir été particulièrement marquée par une extension de ces usages vers des populations socialement bien insérées<sup>18</sup> ne fréquentant pas nécessairement les CAARUD comme cela a été rapporté à l'époque par les observations qualitatives du dispositif TREND, avant que ces dernières n'indiquent une reprise de l'extension des usages de crack parmi des usagers plus précarisés au cours de ces deux dernières années<sup>19</sup>.

Parallèlement, les rapports d'activité des associations Charonne, EGO et Gaïa, disposant de CAARUD situés au cœur des quartiers où la concentration des usagers est la plus visible, montrent une augmentation abrupte de la distribution des pipes à crack entre 2012 et 2015 (Figure 4). Celle-ci a pratiquement été multipliée par trois en 3 ans, de même que celle des filtres (voir modes d'usage).

## **Une diversification plus rapide des profils depuis le début de la décennie**

La porosité entre les trafics de différentes substances, la disponibilité croissante et l'hyper accessibilité du crack constituent des facteurs qui ont favorisé, depuis le début de la décennie, l'extension des consommations à des populations plus diverses que celles habituellement observées. Même si le profil majoritaire, et surtout le plus visible, des usagers de crack parisiens reste celui d'hommes (à près de 80 %), d'environ quarante ans et très démunis (sans emploi, vivant de mendicité, parfois de prostitution ou de petite délinquance), les observateurs ethnographiques notent, dès 2012, une extension de la clientèle présente sur les scènes de vente de crack du nord-est parisien vers des profils moins marqués par la précarité voire nettement plus insérés socialement (Gandilhon *et al.*, 2013 ; Pfau et Péquart, 2012 ; Pfau *et al.*, 2014a). Les structures de RdRD décrivent également des groupes hétérogènes en âge, en milieu social et au plan culturel.

### **Les usagers en grande précarité**

La plupart des usagers en situation de grande précarité passent une bonne partie de leur journée à faire la manche pour amasser l'argent nécessaire à leurs consommations de crack (et/ou autres produits). Les échanges toxico-sexuels semblent exister aussi bien chez les hommes que chez les femmes, une « passe » pouvant pour certains se négocier contre une « galette ». Un aperçu de leurs conditions de vie est proposé dans la partie finale « Focus sur le squat de la Colline ».

Ils s'approvisionnent généralement exclusivement sur le marché du crack. Ils n'ont, pour une grande majorité, jamais connu l'usage de cocaïne chlorhydrate en sniff et ne préparent jamais eux-mêmes le produit, n'ayant les moyens ni d'acheter suffisamment de cocaïne pour pouvoir la baser, ni de réaliser les manipulations.

Les effets recherchés et les motivations énoncées par ces usagers relèvent d'une recherche de « défonce » à visée d'oubli, de soulagement, d'anesthésie. Ces effets étant particulièrement fugaces, il semble que ce soit finalement le craving qui détermine les consommations quotidiennes.

18. L'insertion sociale est ici appréciée en fonction de l'accès à un logement et de la stabilité de ce dernier, de l'accès à des ressources économiques et de l'origine de celles-ci (ressources liées à des activités illégales ou non officielles, aides sociales, ressources en lien avec un emploi, stabilité de celui-ci et insertion professionnelle), de l'accès aux droits sociaux, de la présence d'un tissu relationnel familial et/ou amical.

19. Non visible sur ces données quantitatives qui s'arrêtent en 2015.

### Les « crackers » afro-caribéens

Ces usagers en majorité d'origine afro-caribéenne, en situation d'extrême précarité, souvent appelés « crackers » constituent historiquement le premier groupe d'usagers de crack décrits à Paris. La plupart vivent en communauté dans des lieux généralement insalubres (rue, squats, abris confectionnés à l'aide de matériel de récupération...<sup>20</sup>) et développent un rapport au produit différent de celui des autres usagers de crack. En effet, celui-ci est consommé en groupe, plaçant son achat et/ou sa revente, sa préparation et son usage au centre d'échanges sociaux. Au sein de cette population, la voie fumée est quasi exclusive ou très privilégiée (qu'il s'agisse du crack, du cannabis, mais aussi du Subutex<sup>®21</sup>) (Cadet-Tairou, 2012).

### Les « anciens » héroïnomanes désocialisés

Anciens consommateurs d'héroïne pour la plupart, ces usagers se sont inscrits dans des logiques de consommations compulsives de crack. Couramment à la rue dans le nord de Paris, parfois issus de l'immigration nord-africaine, ils fréquentent les CAARUD et ont accès à la substitution (via le marché de rue ou une prescription) consommée ou non conformément à la norme thérapeutique (dose, mode d'usage, etc.).

#### **Les usagers de crack reçus dans les CAARUD ni plus, ni moins précaires que les autres usagers accueillis**

En 2015, les usagers de cocaïne fumée (crack ou free base) franciliens accueillis en CAARUD sont significativement plus jeunes, en moyenne, que les usagers qui n'en ont pas consommé (40,6 ans vs 42,5 ans). La structure d'âge des usagers de crack franciliens est, en 2015, globalement identique à celle des non usagers (3 % ont moins de 25 ans, 22 % ont entre 25 ans et 34 ans et 76 % ont au moins 35 ans). Cependant, dans cette dernière classe d'âge, ils se différencient nettement des non consommateurs de cocaïne fumée puisque la majorité d'entre eux (6 sur 10) ont moins de 45 ans alors que la situation est exactement inverse pour les non usagers. En revanche, la part des femmes y atteint 18 %, alors que les non-usagers de crack ne comptent, spécificité francilienne, que 11 %\*\* de femmes. Cet écart est peut-être en lien avec le fait que les usagers de crack vivent un peu plus souvent en couple (20 %) que les non usagers (15 %\*\*). La part féminine pourrait cependant avoir baissé puisqu'elle atteignait 29 % en 2010. Moins d'un usager sur dix (8 %) vit avec un ou plusieurs enfants.

Les usagers de crack franciliens ne diffèrent pas non plus significativement des autres usagers de la région sur le plan des conditions de vie : un sur quatre est sans abri ou habite dans un logement de fortune, deux sur dix sont logés par une institution ou dans une chambre d'hôtel et un sur dix vit en squat (ou camion). Seuls 31 % disposent d'une visibilité à au moins six mois sur la stabilité de leur logement. La moitié d'entre eux subsiste principalement via les aides sociales, trois sur dix sont sans ressources légales et deux sur dix disposent de ressources en lien avec le monde du travail (salaire ou allocations chômage).

En 2015, si, comme les autres usagers des CAARUD franciliens, environ 30 % des usagers de crack ne sont pas affiliés à la sécurité sociale (ou ne connaissent pas leur situation), seuls 7 % d'entre eux se disent couverts par l'AME (Aide médicale d'État, indication d'une situation de migrants sans papiers d'identité en règle) contre 16 %\*\* chez les non usagers de crack.

20. Voir pour exemple, la partie « Focus sur le squat de la Colline » page 32.

21. Nom du médicament princeps de la buprénorphine haut dosage.

## Les « jeunes en errance »

Parmi les publics de jeunes visibles dans l'espace urbain (Cadet-Tairou, 2016), la précocité des consommations de crack et le pourcentage relativement fort de jeunes filles concernées attire l'attention et inquiète les structures de première ligne depuis plusieurs années. Les jeunes consommateurs de Skénan® observés aux abords de la Gare du Nord à Paris se retrouvent le soir aux alentours des lieux de revente de crack. Ce sont des jeunes d'origine européenne, parfois à peine majeurs (mais certains ont atteint 30 ans), souvent en situation d'errance. Leur style vestimentaire les rapproche des « teuffeurs » du milieu festif alternatif techno (vêtement amples et kakis, piercing, tatouages) sans pour autant qu'ils revendiquent une appartenance à ce milieu. Certains résident encore chez leurs parents, tandis que d'autres vivent des minima sociaux et sont parfois sans domicile.

## Les usagers plus insérés

Les usagers socialement plus insérés ont généralement commencé par l'usage de la cocaïne sous forme chlorhydrate en sniff<sup>22</sup> puis ont été initiés au free base par les groupes d'usagers qu'ils ont (ou ont eu) l'habitude de fréquenter. Ils peuvent connaître des périodes d'usage de cocaïne fumée (potentiellement à l'origine d'un épisode plus ou moins long de perte de contrôle de la consommation) (Reynaud-Maurupt *et al.*, 2010) ou être en mesure de conserver une consommation occasionnelle maîtrisée.

Les consommateurs exclusifs de cocaïne basée soi-même, ou free base n'achètent donc jamais le produit déjà préparé et sont quasiment invisibles dans les CAARUD, de même que sur le marché du crack. Toutefois, parmi eux, certains, en particulier les moins aisés ou ceux qui ne savent pas « cuisiner », peuvent alterner entre le produit fabriqué par d'autres usagers et le crack acheté dans la rue ou finir par s'approvisionner exclusivement sur le marché du crack. L'alternance peut aussi être simplement fonction des opportunités et des moyens du moment.

Ces usagers ne se considèrent pas tous comme « usager de crack », certains se percevant plutôt comme « usager de cocaïne » basée<sup>23</sup>, cocaïne qu'ils peuvent continuer à consommer en sniff. Cependant, singularité francilienne probablement liée à la présence d'un marché du crack, pratiquement tous les usagers de cocaïne-base (crack ou free base) rencontrés dans les CAARUD, se désignent comme usagers de crack (97 %) et 27 % seulement comme fumeurs de cocaïne. À l'inverse, en province métropolitaine, seuls 40 % des usagers de cocaïne-base se déclarent usagers de crack, et 84 % usagers de cocaïne par voie fumée (ENa-CAARUD 2015, données non publiées).

Deux profils plus spécifiques sont identifiés :

### Les usagers affiliés au milieu festif alternatif techno

En majorité des hommes de 17 à 40 ans, ces usagers sont issus de la scène festive techno alternative : « les teuffeurs » peuvent être étudiants, employés ou en recherche d'emploi, disposant en général d'un logement fixe. Une part d'entre eux peut être qualifiée de « **semi-insérés** », dans la mesure où ils bénéficient d'un logement et d'un réseau familial et amical, mais connaissent des situations professionnelles nettement plus fragiles, vivant de minima sociaux ou de contrats précaires (Cadet-Tairou, 2013). Ils ont généralement commencé des

22. Ces derniers sont rarement des injecteurs.

23. Ce point doit être pris en compte dans les enquêtes où une part de ces usagers ne considérera pas qu'ils consomment du « crack/free-base ».

carrières d'usagers avec d'autres produits notamment des stimulants dont la MDMA et la cocaïne. Ils ont été initiés au free base bien souvent au sein du cercle de connaissances privées. Ils définissent généralement leur consommation comme « festive » et plus ou moins occasionnelle, plutôt le week-end, en alternance avec d'autres substances. Les usages peuvent prendre la forme de sessions de consommation, organisées en comité restreint (autour de trois à cinq personnes) et s'étendant sur des temps de 12 à 72 heures, jusqu'à épuisement du stock de cocaïne (Halfen *et al.*, 2008 ; Reynaud-Maurupt *et al.*, 2010). Les comportements parfois violent en lien avec les sentiments de paranoïa et de persécution découlant des consommations de cocaïne basée, amèneraient certains usagers réguliers à consommer seuls.

### *Les usagers les plus insérés socialement*

Non affilié au milieu festif alternatif techno, ce groupe comprend des usagers de crack nettement moins visibles. Chefs d'entreprise, journalistes, enseignants, chauffeurs privés sont des exemples de métiers exercés par ces consommateurs sur lesquels peu de données sont accessibles. Si la plupart « basent » leur cocaïne eux-mêmes, certains achètent directement une « galette » sur le marché de rue. Certains sont polyconsommateurs (cocaïne sniffée, MDMA, cannabis, médicaments opioïdes...) mais d'autres sont consommateurs quasi exclusifs de ce produit.

En 2013, on observait particulièrement ces usagers aux alentours du lieu de revente de la cité Reverdy dans le XIXe arrondissement.

*« Jusqu'à maintenant le consommateur de crack ne prenait pas soin de lui, ne se lavait pas, ne se soignait pas, ne mangeait pas, ne prenait pas ses médicaments. Désormais, des acheteurs viennent en costard-cravate et en voiture acheter un caillou de crack. »*  
(Groupe focal application de la loi TREND Paris 2013)

Différentes classes sociales semblent fréquenter le lieu, dont quelques individus de classe socio-professionnelles supérieures. Certains clients viennent en voiture, tandis que le conducteur attend (le ou les passagers vont se fournir et repartent dans la foulée.) (Observations ethnographiques TREND Paris 2011-2012).

Peu visibles dans l'espace urbain depuis la chute du trafic de la cité Reverdy, ces consommateurs sollicitent parfois les urgences et/ou les services d'addictologie (CSAPA ou équipe de liaison et unité d'addictologie hospitalières) pour divers motifs (accidents psychiatriques ou somatiques aigus, troubles de l'humeur, dépendance, impressions paranoïdes, dommages sociaux que ce soit au travail ou avec leurs proches...).

En outre, on retrouve parmi les usagers dits insérés ou « semi-insérés » d'anciens usagers d'héroïne qui suivent un traitement de substitution dont la « monotonie » est occasionnellement rompue par des prises d'héroïne, de cocaïne et de crack.

### **Émergence actuelle de « nouveaux » profils d'usagers**

Les dernières observations attestent de la poursuite de la diversification des profils d'usagers de crack à Paris.

On compte depuis quelques années des migrants usagers de drogues arrivés d'Europe de l'Est, notamment de Géorgie. Jusqu'alors, leurs usages portaient, apparemment, quasi-

exclusivement sur les opiacés (en dehors des benzodiazépines<sup>24</sup> et de l'alcool), même si l'hypothèse que la diffusion du crack dans ces populations difficiles à investiguer se soit faite à bas bruit dès le début des années 2000<sup>25</sup> (OFDT, 2002) n'est pas à exclure. Ces usagers inventent (ou réinventent) le « speedball<sup>26</sup> » en mélangeant le crack au Skénan® (ou à la méthadone<sup>27</sup>).

Cette extension des usages se doublerait de la diminution, voire de l'abandon de l'injection par un nombre croissant de consommateurs, d'opiacés en majorité, en faveur de la consommation de crack par voie fumée.

*« Non, j'ai arrêté, comme ça ... j'y pense même pas en fait, j'ai pas le temps, faut que je fasse la manche pour acheter ma galette, après trouver un kit, après j'vais pécho, je fume et j'recommence, non ça va j'ai pas de manque ! » (Usager, 42 ans, Paris, 2016) (Dauriol, 2016)*

*« Putain bah non, j'me suis même pas posé la question d'aller m'inscrire au bus (méthadone de Gaia- ndlr), t'es tellement pris dans l'truc que t'y penses même pas, j'ai géré crème » (Usagère Paris, 2016)*

*« Depuis peu nous constatons une augmentation importante de distribution de Kit Crack, beaucoup d'usagers changent de mode de consommation, ils font des breaks, ils passent de l'injection à la fume » (Professionnels CAARUD Aulnay-Sous-Bois, 2016). (Dauriol, 2016)*

Ce phénomène, déjà décrit en 2001, mais anecdotique à l'époque, interroge les professionnels du secteur médico-social et hospitalier accompagnant les usagers de drogues.

En 2017, l'extension de l'observation ethnographique dans le département de Seine-Saint-Denis a également permis de recueillir des témoignages d'usagers évoquant des passages de la cocaïne injectée à la consommation de crack fumé (Benso, 2017).

## **Modalités d'usage, une majorité de fumeurs**

La presque totalité des consommateurs de crack d'Île-de-France le fument (plus de 99 % parmi les usagers des CAARUD en 2015). L'influence de ce mode d'usage parmi les usagers de crack franciliens détermine également leur manière de consommer le Subutex® fumé par 28 % de ceux rencontrés en CAARUD<sup>28</sup>.

### **Une large adoption du kit base mais une pénurie permanente**

Plusieurs méthodes sont utilisées pour consommer le crack par voie fumée mais la plus courante s'appuie sur l'utilisation du kit base que seuls quelques usagers, les plus âgés notamment, sont encore réticents à utiliser (« le filtre vole 50 % du crack » selon certains d'entre-eux).

24. Les benzodiazépines forment une classe de médicaments psychotropes anxiolytiques et hypnotiques.

25. En effet, des passages de l'héroïne au crack sont déjà signalés en 2004, alors que la première est considérée comme de trop mauvaise qualité par les usagers.

26. À l'origine, le terme speedball est utilisé pour désigner le mélange d'héroïne et de cocaïne.

27. Une analyse SINTES d'un échantillon de crack dilué dans de la méthadone a été réalisée en juillet 2016. Un injecteur de méthadone, d'origine géorgienne avait cuisiné du crack, l'a dilué dans un flacon de méthadone 60 mg et l'a cédé à un autre usager géorgien.

28. Contre 19 % chez les usagers de BHD franciliens non usagers de crack et 4 % des consommateurs récents de BHD du reste de la métropole en 2015.

En dépit des structures parisiennes qui le proposent, y compris des unités mobiles qui distribuent ces kits lors de leurs tournées (le soir en semaine) et des distributeurs automatiques mis à disposition fin 2015 dans les zones de consommations du crack, l'offre ne semble jamais atteindre le niveau de la demande. La difficulté d'accès au matériel est décrite par les professionnels comme par les usagers. Ces derniers mettent alors en œuvre des stratégies de contournement des restrictions en matière de distribution de matériel.

## Procédure de consommation à l'aide d'une pipe

### Préparation du matériel

**La pipe** : le kit base utilisé par la majorité des usagers, contient un tube droit qui sert de pipe. D'autres, bien plus rares, confectionnent leur pipe encore manuellement, souvent à l'aide d'un doseur à pastis (en verre). Une canette vide, placée à l'horizontal et percée de petits trous recouverts de cendres\* peut aussi être utilisée. Le crack y est déposé, chauffé, et la fumée est aspirée par le goulot de la canette.

Des pipes à eau sont aussi parfois utilisées, sur le même modèle que les bongs servant à la consommation d'autres produits (cannabis le plus souvent). Une bouteille en plastique est percée sur le côté et on y introduit un tube (corps de stylo par exemple). Une feuille d'aluminium est placée au niveau du goulot, percée de petits trous recouverts de cendres. Le crack y est déposé et la fumée est aspirée par le tube.

**Le filtre** fourni dans le kit base est placé à une extrémité du tube droit (la pipe). Quand il est artisanal, les usagers utilisent des câbles, freins de vélo ou fils électriques tassés en boule et insérés à une extrémité de la pipe. Ces fils sont passés longuement sous une flamme avant utilisation afin de brûler les éventuels résidus pouvant « donner un goût de plastique » lors de l'inhalation du produit.

L'embout du kit base est prévu pour un usage uniquement personnel. Il doit être inséré sur le tube en pyrex, à l'extrémité opposée au filtre.

### Préparation du produit

L'unité classique de revente, la galette, correspond à plusieurs doses de consommation. Les usagers doivent alors en couper un morceau avant de le consommer. L'utilisation d'un cutter est très fréquente et cette manipulation délicate mène à de fréquentes incisions cutanées, les galettes étant souvent petites (1x1 cm maximum) et parfois très dures. Certaines associations de RdRD distribuent des lames à usage personnel pour réduire les risques de contamination liés à leur partage.

### Chauffage du produit

Une fois assemblé, le matériel de consommation est prêt à recevoir le morceau de galette.

L'utilisateur pose le morceau sur le filtre et le fait fondre dans le filtre en le chauffant. Il le réchauffe une deuxième fois et inhale la fumée qui s'en dégage. Les pipes les plus fragiles (verre) peuvent se briser lors de cette étape ou brûler les lèvres. Des embouts en silicone présents dans le kit base et pouvant s'insérer dans le tube en verre permet d'éviter les brûlures.

Toutes ces étapes (fabriquer le filtre, le chauffer, couper le crack, le faire fondre sur le filtre, fumer sans embout), plus ou moins longues et complexes, induisent des risques somatiques importants. Cela explique en partie l'état de dégradation avancé des mains et des lèvres des usagers de crack, même peu de temps après l'entrée dans le parcours de consommation.

\* Le tapis de cendre empêche que le crack ne tombe au fond de la canette par les trous.

Pendant trois mois et demi d'observation, nous avons comptabilisé que 60 % des demandes de matériel s'accompagnaient d'une requête d'un ou plusieurs kits base supplémentaires, parfois avec insistance et dans de rares cas sous la menace de violence. Parallèlement, nous avons aussi noté que certains usagers cherchaient à contourner la quantité de matériel autorisée, par exemple en demandant deux fois du matériel dans la même journée tout en faisant attention à ne pas adresser leurs demandes aux mêmes éducateurs et en prétextant, au cas où le professionnel se serait aperçu de la supercherie, qu'il n'y avait pas encore eu « droit ». Certaines usagères de drogues « profitent » par ailleurs de la séparation entre Espace-Mixte et Espace-Femme pour demander du matériel simultanément dans les deux espaces en espérant que l'équipe ne s'en aperçoive pas (observation ethnographique menée au CAARUD B18, dans le cadre d'un travail de recherche personnel) (Schmitt, 2017).

De ce fait, le kit base a acquis une valeur marchande dans la rue. Des usagers et même certaines épicerie situées à proximité des lieux d'usage/revente revendent ainsi ces kits (entre 5 euros et 7 euros). Leur prix de vente semble très variable, de 2 euros (à Barbès) jusqu'à 20 euros ou plus en 2016, en fonction de nombreux paramètres (lieux, heure de la journée, jour de la semaine...). Certains consommateurs se voient pressés de vendre leur matériel par les autres usagers.

*« Une fois, un mec est venu me voir, il était grave en galère et il m'a dit « vas-y vends-moi ton doseur, j'te l'achète 20 euros. Bon ben j'suis en galère j't'avoue mec, si tu veux me donner 20 euros, tiens prends mon doseur, donne-moi 20 euros, y'a pas de problème ». Donc là, j'l'ai fait [vendre son kit base], mais sinon je les vends pas quoi » (Usager Paris 2015) (Dauriol, 2015)*

Possible conséquence de cette situation de pénurie, la moitié des usagers interrogés dans les CAARUD franciliens en 2015 (ENa-CAARUD 2015) signalaient avoir partagé leurs kits et leurs embouts au cours du mois précédant l'enquête.

Si un certain nombre d'entre-eux semblent faire preuve de solidarité face à cette situation et « dépannent » un autre usager avec un kit neuf, des situations de violence pour s'emparer d'un kit ont été rapportées, notamment à l'encontre des femmes. Des pipes artisanales sont encore utilisées ponctuellement sans qu'il soit possible d'établir un lien avec le manque de kit base.

### ***Injecter du crack, une pratique plus rare***

Des usagers injecteurs de crack sont repérés par les CAARUD où ils se fournissent en matériel. En 2015, l'étude ENa-CAARUD en Île-de-France décomptait 6 % d'injecteurs de crack au cours du mois précédant l'enquête parmi les usagers de ce produit. Le recours à la seule injection pour consommer le crack est rare (moins de 1 % dans ENa-CAARUD 2015 en Île-de-France).

La SCMR ouverte en septembre 2016 qui accueille uniquement des usagers injecteurs<sup>29</sup> reçoit également des usagers de crack. Au cours de la première année, le crack était, le deuxième produit le plus consommé, derrière le Skénan<sup>®</sup>, selon l'association Gaïa qui gère le dispositif. Il s'agit le plus souvent d'usagers injecteurs de longue date. Sept sur dix de ces injecteurs ont recours à l'injection depuis plus de 10 ans et seuls 3 % depuis moins de 2 ans. Cependant, seul un tiers des consommations de crack dans la salle l'ont été par voie veineuse (Avril, 2017).

29. Les usagers doivent au moins injecter lors du premier passage.

Bien qu'elle soit évoquée par certains professionnels exerçant depuis plusieurs années dans des structures de première ligne (unités mobiles, CAARUD...), la question d'une décroissance de la part des injecteurs de crack ne fait pas consensus. La comparaison des données de l'enquête ENa-CAARUD entre 2010 et 2015 ne permet pas d'étayer cette hypothèse et aucun matériel distribué ne constitue un traceur fiable de cette pratique.

Pour être injecté, le crack doit subir une dissolution préalable. Certains consommateurs solubilisent directement le crack après achat tandis que d'autres récupèrent les dépôts de crack restant au fond des pipes, dénommés « huile ». Pour ce faire, les usagers décrivent plusieurs méthodes : utilisation de solvants divers, tampons, alcool, jus de citron, etc. L'adjonction d'un produit acide dans un liquide destiné à être injecté augmente les risques de transmissions microbiennes et d'altération du système veineux. En complément des autres outils de RdRD liés à la consommation de drogues par voie intraveineuse, les structures distribuent donc gratuitement des sachets d'acide ascorbique ou citrique, à usage unique<sup>30</sup>.

### **Crack et Skénan® : une concentration de consommation autour de la Gare du Nord**

On observe depuis de nombreuses années des liens particuliers entre consommation de crack et consommation de Skénan®. Initialement décrit comme une alternative à la BHD ou aux benzodiazépines pour « gérer les descentes » de crack (Halfen et al., 2008), le Skénan® n'est plus forcément utilisé dans ce but. Quand crack et Skénan® sont associés, le Skénan® est le plus souvent consommé dans la journée puis les usagers se déplacent vers les lieux de revente de crack et y consomment du crack durant une partie ou toute la nuit et recommencent le même cycle de lendemain (Pfau et al., 2014a).

Cependant, l'association crack-Skénan®, s'intègre aussi dans des logiques d'usage-revente. Pour les usagers de crack, la revente de médicaments constitue depuis longtemps un des moyens de financer leur consommation. Afin d'obtenir plus facilement du crack, certains usagers deviennent revendeurs de Skénan®. La revente de 3 gélules de Skénan® 100 mg suffit, en effet, à l'achat d'une galette de crack. Enfin, des trocs (gélule contre morceaux de galette) sont également possibles.

*« Les revendeurs de Skénan, c'est pour la plupart du temps des usagers-revendeurs ou maintenant on voit des revendeurs de Skénan qui vendent ce produit pour s'acheter du crack, ils ne sont pas consommateurs de Skénan ! » (Usager Paris, 2015)*

Cette logique de revente d'un médicament opiacé pour acheter du crack est ancienne et était déjà décrite par TREND dès 2001 (OFDT, 2002). Des usages de l'un ou de l'autre produit étaient ainsi observés sur les lieux de revente, géographiquement disjoints, des deux produits. Les usagers concernés transitaient par le secteur des gares du Nord et de l'Est afin de se procurer du Skénan® puis par Laumière ou Stalingrad pour aller acheter du crack. Si, en 2017, les lieux de revente de Skénan® restent identiques, l'éparpillement du trafic de crack a favorisé l'arrivée de revendeurs plus visibles (et non de simples usagers-revendeurs) à la Gare du Nord qui devient donc à la fois un lieu de revente de crack et de Skénan®, ce qui favorise un accroissement des usages dans la zone géographique proche.

30. Ces sachets peuvent aussi être utilisés pour dissoudre de l'héroïne brune. Ainsi, on ne peut associer les volumes de distribution de sachets d'acide à la seule consommation de crack par injection.

## Fréquences d'usage

Dans les CARRUD d'Île-de-France, seul un tiers des usagers de cocaïne fumée disent en consommer tous les jours (34 %). La part la plus importante (43 %) consomme du crack une à plusieurs fois par semaine et un peu moins d'un quart des usagers récents indiquent en consommer moins d'une fois par semaine. Les usagers connaissent des conditions de vie d'autant plus précaires qu'ils se disent consommateurs quotidiens : plus d'un sur deux est sans abri ou vit en squat, alors que seul 1 sur 10 dit disposer de son propre logement (contre 1 sur 4 chez les usagers d'autres produits), 43 % d'entre eux sont sans ressources légales et 46% vivent des minima sociaux. La voie injectée a été également d'autant plus utilisée au cours des 30 derniers jours que l'utilisateur dit être un consommateur quotidien (8 % des usagers interrogés étaient dans cette situation).

## Autres produits consommés

Les usagers de crack franciliens sont, pour la majorité d'entre eux, des polyconsommateurs. En 2015, ils sont quatre sur dix à avoir consommé au moins cinq produits différents en un mois, contre seulement un non usager de crack sur dix (Tableau 1). Outre le cannabis et l'alcool, les produits les plus consommés en dehors du crack sont les opiacés, la cocaïne acquise sous forme de poudre et les benzodiazépines.

Tableau 1 - Produits consommés au cours des 30 derniers jours par les usagers des CAARUD franciliens selon qu'ils se déclarent ou non consommateurs récents de cocaïne basée

	Usagers récents de cocaïne base N = 433 %	Non usagers récents de cocaïne base N = 430 %	Écart
Cannabis	73	67	*
Opiacés	66	58	**
BHD	29	23	*
Héroïne	19	20	
Méthadone	34	30	
Sulfate de Morphine	17	7	**
Stimulants	100	19	**
Cocaïne poudre	46	16	**
MDMA/ecstasy ou amphétamines	11	6	
Hallucinogènes	9	5	
Benzodiazépines	36	30	**
Plus de 5 produits différents	42	13	**
Alcool tous les jours ou presque au cours des 12 derniers mois	39	39	

Note : \* statistiquement significatif pour  $\alpha < 5\%$  ; \*\* statistiquement significatif pour  $\alpha < 1\%$

Source ENa-CARRUD 2015, OFDT

Près de la moitié (47 %) des usagers se déclarent suivis dans le cadre d'un traitement de substitution aux opiacés (TSO). Ces médicaments, BHD ou méthadone, sont consommés quotidiennement dans les trois quarts des cas. Dans 80 % des cas, la BHD est prise, au moins en partie, pour se soigner ou diminuer ses consommations. La méthadone l'est dans 72 % des cas. Le manque du produit préféré est ensuite la motivation la plus souvent alléguée (17 % pour la BHD, 25 % pour la méthadone). L'usage de ces traitements pour gérer une descente de stimulant est finalement très rarement allégué dans cette enquête bien que fréquemment décrite par les données qualitatives.

Certains produits sont, en effet, utilisés pour lutter contre les effets négatifs psychiques du crack. Les dépresseurs sont les plus cités par les usagers : les benzodiazépines (Lexomil<sup>®</sup>, Valium<sup>®</sup>, Seresta<sup>®</sup> principalement, obtenues par prescription, achetées dans la rue ou « dépannées » par un tiers), alcool (tous types) et opioïdes (morphine, héroïne, BHD, méthadone).

Les usagers apparaissent divisés sur l'effet du cannabis : une minorité déclare que sa consommation augmente les effets secondaires du crack et une majorité ressent le contraire et le consomme.

Certains utilisent des neuroleptiques (obtenus par prescription le plus souvent) pour calmer les effets secondaires psychiques du crack les plus envahissants.

## DOMMAGES SANITAIRES ET SOCIAUX

Les dommages sanitaires liés à la consommation de crack des usagers parisiens sont nombreux (HAS, 2010) : à court terme sont surtout visibles les brûlures des lèvres lors de l'inhalation et les mains abîmées par les techniques de préparation du produit (fabrication du filtre, découpe de la galette, frottements répétés de la molette du briquet).

Tous les usagers ou presque ayant témoigné auprès du réseau TREND s'accordent sur le caractère de plus en plus compulsif des consommations, entraînant vite une perte de maîtrise du budget consacré à la consommation, même si ce n'est pas la règle pour tous. Certains, voient ainsi leurs conditions de vie se dégrader rapidement.

Sur le plan sanitaire, la consommation conduit généralement à un épuisement, une dénutrition et des carences nutritionnelles, sources en particulier d'affections dentaires et gingivales visibles, auxquels s'ajoutent les troubles somatiques divers liés au manque d'hygiène et aux conditions de vie : infections, plaies aux pieds, aggravées par la marche intense et le port de chaussures usées ou à la taille non adaptée.

Au quotidien, l'épuisement fait directement suite à la période « d'hyperactivité » pendant laquelle les usagers vont marcher de longues heures à la recherche d'argent puis du produit, et survient lorsque le corps « lâche ». Les usagers sont amenés à s'allonger là où ils sont, dans la rue, sur un banc, parfois à même le sol, ce qui a pour conséquence une aggravation de leur vulnérabilité et limite leurs possibilités d'actions autres que celles visant à rechercher du produit.

*« Donc j'commençais la manche à 13 h, j'la terminais à minuit. Donc j'en arrivais à 20 ou 30 kilomètres de marche par jour... J'dormais une fois toutes les 72 h. » (Usagers, Paris, 2017)*

### **Les conditions de vie des usagers précaires, focus sur le squat de « la Colline »**

Depuis près d'une dizaine d'années, un talus, surnommé « La Colline » par les initiés et situé dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement, entre le boulevard de la Chapelle et une voie d'accès au périphérique, constitue l'un des principaux points de vente de crack de la capitale (Schmitt, 2017). Cet endroit est également un lieu de vie pour plusieurs dizaines de consommateurs de crack, installés dans des habitats de fortune. Régulièrement évacué par les forces de l'ordre, il est systématiquement réinvesti par les personnes habituées à occuper ces lieux. Au mois de mai 2017, cette sorte de bidonville a ainsi disparu de sa position originelle pendant un temps. Dès lors un autre talus, situé en contrebas du premier, entre deux voies d'insertion du périphérique a été investi quelques jours après par les consommateurs et les revendeurs.

Le lieu « de remplacement », baptisé la « Petite Colline » occupe une surface environ trois fois plus réduite (70 x 30 m) que le talus d'origine et, comme la « Colline » initiale, est propice à la survenue d'accidents. En effet, à l'exception de ses deux extrémités, le talus est encerclé par des murets à hauteur de genoux, donnant directement sur les voies d'accès au périphérique où la circulation est dense et rapide. Usagers et revendeurs ont coutume de s'y asseoir, prenant le risque d'être heurtés par un véhicule. Le terrain est, en outre, particulièrement pentu et se compose essentiellement de grosses pierres et de terre molle.

Les occupants montent des installations de fortunes, plus ou moins élaborées et éphémères : petites baraques en bois, tentes fabriquées avec des matériaux de récupération, abri dans un renforcement « fermé » par un grand drap blanc, canapés, fils tendus servant à étendre du linge, petit espace réservé pour faire du feu. Il n'est pas improbable que le nombre de personnes qui « habitent » sur place soit bien plus important que ne le laissent penser les installations, une partie d'entre-elles pouvant user d'équipements plus rudimentaires encore : sacs de couchage, couvertures, matelas ou morceaux de cartons amenés pour la nuit. Le sol est jonché de bouteilles en plastique, d'amas de déchets, de seringues usagées et de cadavres de rats.

On estime à une centaine le nombre de passages journaliers (comme à la Colline originelle) et à une trentaine celui des résidents permanents mais les arrivées peuvent se faire à toute heure du jour et de la nuit et rendent ces mesures aléatoires. Tous ne sont pas vendeurs ou consommateurs de crack. Il est avéré qu'une minorité d'individus, notamment des hommes, accompagnent des usagers ou usagères de crack, ou viennent pour recourir à la prostitution. À l'inverse, certains usagers de crack ne fréquentent pas ce lieu de vente, même occasionnellement du fait de sa mauvaise réputation.

Les hommes y sont beaucoup plus représentés que les femmes. Tous sont très majoritairement d'origine étrangère, même s'ils sont issus de générations différentes d'immigration : certains sont nés sur le territoire de parents étrangers, d'autres y sont venus avec leurs familles, d'autres encore sont arrivés seuls depuis quelques années. Les lieux d'origine sont le plus souvent les îles Caraïbes, les anciennes colonies d'Afrique subsaharienne (en particulier le Sénégal, le Congo, la Guinée, la Mauritanie et le Mali) et le Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie). Hommes comme femmes ont en moyenne entre 40 et 60 ans.

Ils sont majoritairement sans emploi, et pour une part, sans ressources économiques légales, faute de recours aux aides sociales, de domiciliation, ou encore de droits s'ils sont étrangers et sans titre de séjour. Si certains peuvent financer leurs consommations avec le RSA (Revenu de solidarité active), le recours à des moyens informel est courant. C'est principalement sur ce point que se différencient les hommes et les femmes. Alors que les uns et les autres peuvent recourir à la mendicité, au travail non déclaré, à la revente de leurs propres objets de valeurs, au recel, ou encore à la revente de crack et de médicaments, la prostitution reste, quant à elle une source de revenus exclusivement évoquée par les femmes. Rares sont celles qui fréquentent la Colline sans se prostituer à proximité, dans les boulevards alentour, ou dans d'autres quartiers.

Tous les usagers n'entretiennent pas la même proximité avec le lieu. Certains consommateurs réguliers se rendent quotidiennement sur place et y passent toute ou partie de la nuit. Ils déclarent parfois n'avoir jamais fréquenté d'autres points de vente.

D'autres consommateurs réguliers se rendent occasionnellement sur le lieu, y restent parfois plusieurs heures du jour ou de la nuit, tout en fréquentant d'autres points de vente. La fréquentation du lieu peut cependant être interrompue radicalement, notamment lors d'une incarcération de longue durée ou lorsque certains ne sont plus en mesure de rembourser leurs dettes et veulent éviter de potentielles représailles de leurs revendeurs.

Les consommateurs plus occasionnels, ne restent pas longtemps sur place et fréquentent aussi d'autres points de vente.

Enfin, certains usagers s'attardent sur place pour plusieurs raisons. Le besoin insatiable de consommer indéfiniment après une première prise en est une, mais pas la seule. Les témoignages font état de la présence de « gratteurs », c'est-à-dire de consommateurs sans moyen d'acheter le produit qui « traîneraient » sur les lieux dans l'attente de convaincre un autre usager de leur donner une partie de leur « matos ». Une autre raison est la création de sociabilités, lesquelles peuvent relever aussi bien d'échanges ordinaires et amicaux entre « bonnes » connaissances que d'interactions « par intérêt » où l'on sympathise dans l'espoir de mieux négocier des échanges de services, d'obtenir de l'argent ou plus simplement de ne pas rester isoler dans un milieu où les risques d'être « dépouillé » – et donc potentiellement agressé – sont élevés. Ces moments de sociabilités semblent à tel point importants que certains consommateurs, ayant obtenu un hébergement pour une ou plusieurs nuits, témoignent en faire un usage sporadique pour éviter de se sentir seuls.

Chez les usagers de crack les plus précaires, la perte d'appétit – les usagers ont du mal à manger même quand la nourriture est disponible en CAARUD – est le fait du crack lui-même, mais elle est aussi liée à la priorité donnée au produit. Les professionnels des CAARUD sont régulièrement amenés à conseiller à leurs publics de se nourrir au moins une fois par jour.

Certains effets sanitaires sont plus directement liés à l'action du crack : affections cardiovasculaires et pulmonaires, troubles psychiatriques (troubles de l'humeur, troubles anxieux, etc.). La symptomatologie psychiatrique fait notamment partie du quotidien de ces usagers de crack : impressions paranoïdes particulièrement intenses, hallucinations, agressivité, délires de persécutions, angoisses physiquement douloureuses, insomnie succédant à l'épuisement, « décompensations »). Elle est parfois gérée à l'aide de médicaments prescrits.

Enfin, compte tenu des pratiques de partage du matériel entre les usagers, le risque de transmission d'infections virales (VHC principalement) et bactériologiques est majeur (Jauffret-Roustide *et al.*, 2008).

Des décès par mort violente (overdose, accidents), liés directement ou indirectement au crack sont aussi rapportés chaque année à Paris.

## CONCLUSION

La consommation de crack par des usagers en grande précarité et faiblement insérés socialement, à Paris et dans sa proche banlieue nord-est, est une réalité déjà ancienne qui ne s'est pas démentie au cours des deux dernières décennies. Parallèlement, partout en France, la pratique du basage de la cocaïne s'est étendue progressivement au-delà des usagers relevant du courant alternatif électro, initialement seuls concernés, vers des consommateurs de cocaïne socialement mieux insérés, essentiellement visibles par leur recherche de matériel de consommation.

Cependant, l'Île-de-France est restée depuis les années 1980, la seule zone géographique comportant un marché organisé du crack en France métropolitaine, même s'il tend à s'étendre actuellement vers le nord. Celui-ci est à l'origine d'une situation de grande disponibilité de la cocaïne basée par rapport aux territoires où celle-ci n'est transformée que par les usagers eux-mêmes. Depuis plusieurs années, on assiste en outre, à une extension régulière de son accessibilité pour les usagers. Une concurrence accrue conduit, en effet, les revendeurs, comme cela a été observé pour d'autres drogues au cours de ces cinq dernières années, à mettre en œuvre de nouveaux moyens pour écouler le produit, même aux usagers les plus pauvres (vente de doses adaptées à la somme disponible, crédit, troc, etc.). Les revendeurs cherchent également à instaurer, et cela paraît plus spécifique au crack, des relations de sujétion des usagers.

L'arrivée de quantités nettement plus importantes de cocaïne sur le sol français, visible dès 2016, pourrait aussi jouer un rôle, à confirmer, dans le développement de la disponibilité du crack sur le marché francilien et de la diffusion de sa consommation parmi les polyusagers de drogues les plus précaires. Cette « hyper accessibilité » couplée à des effets fugaces et très addictifs favorise l'émergence de nouveaux usagers dépendants, soit qu'ils découvrent le produit comme certains ressortissants est-européens soit que, consommateurs de cocaïne en poudre ou de free base, ils passent sur le marché du crack. L'existence de ce marché au cours des années a ainsi attiré des populations moins précaires mais très peu visibles.

La désorganisation du marché qui a suivi la chute du plus gros point fixe de revente de crack dans Paris intramuros (à la cité Reverdy) et la mise en œuvre des différentes politiques sécuritaires sont à l'origine d'une redistribution et d'une mobilité accrue des zones de ventes du crack à Paris et en proche banlieue. À Paris, c'est la migration des revendeurs et des usagers sur les quais puis dans les rames du métro, qui a conduit à une plus grande visibilité des consommations de crack, notamment dans des quartiers où les habitants sont habituellement peu confrontés à ces pratiques et à ces populations. Cette réorganisation a eu également comme conséquence l'émergence, à la Gare du Nord où existait un marché du Skénan<sup>®</sup>, d'une conjonction des ventes de Skénan<sup>®</sup> et de crack, produits liés par des liens fonctionnels, qui ont favorisé un rassemblement des consommateurs de ces produits dans cette zone. La

redistribution des lieux de vente s'est en effet accompagnée de celle des lieux d'usage qui leur sont généralement contigus et d'une visibilité particulière des consommations dans les lieux publics. L'ouverture de la salle de consommation à moindre risque, à côté de la Gare du Nord, a ainsi pu donner une visibilité particulière à un phénomène déjà à l'œuvre. Enfin, la fermeture, fin octobre 2017, du CAARUD « Boutique 18 », particulièrement fréquenté par les usagers de crack, les privant d'une zone d'accueil de jour, a probablement contribué à accroître leur visibilité dans les lieux publics, laquelle s'est fortement amplifiée pendant les périodes de grand froid de janvier 2018.

## **ANNEXES**

<i>Lexique</i>	<b>38</b>
<i>Références bibliographiques</i>	<b>39</b>
<i>Dispositif TREND</i>	<b>42</b>

## Lexique

<b>Accessibilité</b>	L'accessibilité désigne le degré d'effort à fournir par un consommateur moyen pour se procurer la substance recherchée. Elle est fonction du temps, des actions, des compétences ou du réseau nécessaires pour accéder à la substance.
<b>CAARUD</b>	Les Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) sont des établissements médico-sociaux destinés aux usagers de drogues. Les CAARUD ont pour mission l'accueil collectif et individuel, l'information et le conseil personnalisé pour usagers de drogues. Ils apportent un soutien aux usagers dans l'accès aux soins, aux droits, au logement et à l'insertion ou à la réinsertion professionnelle. Ils assurent également la mise à disposition de matériel de prévention des infections.
<b>Caillou</b>	Présente le plus souvent la forme sous laquelle se présente le crack, une fois que la « galette » (voir ce terme) a été désagrégée en morceau. Dans ce contexte un caillou correspond généralement à une dose consommée. Le terme caillou est parfois assimilé à « galette », c'est-à-dire une unité de vente que l'on peut séparer en plusieurs doses. Il peut également désigner la substance (le crack) Peut désigner l'unité de revente du crack ou la substance.
<b>Cuisineurs</b>	Ce terme désigne les personnes préparant le crack
<b>Craving</b>	Envie/besoin irrésistible de consommer le produit.
<b>Descente</b>	Période de décroissance des effets d'une substance, en général stimulante. Cette phase, selon les substances, peut-être vécue très désagréablement sur le plan psychologique en s'accompagnant notamment de symptômes dépressifs ou anxieux. Les usagers peuvent avoir recours à d'autres substances, notamment opiacées, pour en atténuer les effets
<b>Disponibilité</b>	La disponibilité correspond à la présence globale d'une substance dans un espace géographique donné. On parle ici de disponibilité perçue dans la mesure où elle est appréciée par les observateurs.
<b>Festif (espace)</b>	L'espace festif techno désigne les lieux où se déroulent des événements organisés autour de ce courant musical. Il englobe l'espace dit « alternatif » (free parties, teknivals, zones alternatives des festivals, etc.) mais aussi commercial ou conventionnel (clubs, discothèques voire soirées privées) et tend maintenant à couvrir l'espace festif généraliste, suivant par là le mouvement de diffusion-dilution du mouvement techno dans une population plus générale.
<b>Four</b>	Vocabulaire argotique désignant un lieu de vente structuré et organisé de drogues.
<b>Galette</b>	Unité classique de revente du crack, de poids et de taille variable. Peut aussi désigner le produit lui-même.
<b>Kit base</b>	Outil de consommation à moindre risque proposé par les associations. Celui-ci contient un tube droit en pyrex (pipe), 2 embouts jetables en silicone à usage personnel, un filtre en inox alimentaire et une crème cicatrisante.
<b>Modou ou Moudou</b>	Terme issu du wolof (langue parlée notamment au Sénégal) qui signifierait « petit négociant ». Désigne les revendeurs de crack de rue, encore fréquemment originaires d'Afrique de l'Ouest.
<b>Skénan®</b>	Nom de spécialité pharmaceutique contenant du sulfate de morphine à libération prolongée, la plus consommée par les usagers de drogues, comme médicament de substitution ou en remplacement de l'héroïne.
<b>Urbain (espace)</b>	L'espace urbain défini par TREND recouvre essentiellement les structures de réduction des risques (boutiques, programmes d'échange de seringues devenus CAARUD en 2006) et les lieux ouverts (rue, squat, zones de deal). La plupart des personnes rencontrées dans ce cadre sont des usagers problématiques de produits illicites dont les conditions de vie sont fortement marquées par la précarité.
<b>Semi-insérés (usagers)</b>	Dans le cadre de TREND, et dans un objectif de formalisation pratique, on désigne comme semi-insérés un profil d'usagers disposant d'un logement, d'une insertion familiale et/ou amicale, éventuellement de revenus modestes (potentiellement en lien avec les aides sociales ou des activités plus ou moins légales), mais peu s'insérés sur le marché du travail ou connaissant des situations professionnelles fragiles faisant suite à un cursus d'étude le plus souvent court : intérim, contrats précaires, petits boulots, etc. Ce profil-type concernait initialement de jeunes adultes fréquentant l'espace festif-alternatif techno, mais les plus anciens ont vieilli.

## Références bibliographiques

Avril E. (2017) Espace Gaia, first DCR in Paris since October 2016. First results and perspectives. In: Drug infectious related meeting, Lisbon, 27 June 2017, EMCDDA, 7 p.

Azocar B. (2016) Errance urbaine, scènes de consommation de drogues et réduction des risques : les défis pour la ville et les politique publique aujourd'hui. *Mouvement*, Vol. 2, n° 86, p. 112-127.

Beck F., Richard J.-B., Guignard R., Le Nézet O., Spilka S. (2015) Les niveaux d'usage des drogues en France en 2014. Note de synthèse. Saint-Denis, OFDT, 7 p.

Benso V. (2017) Note ethnographique TREND 93, n° 1 [non publiée].

Bourgeois P. (2001) En quête de respect : le crack à New-York. Paris, Seuil, 458 p.

Cadet-Taïrou A. (2012) Les usagers précaires de cocaïne et de crack. In: *Cocaïne données essentielles*, Pousset M. (Dir.), OFDT, p. 86-94.

Cadet-Taïrou A., Gandilhon M., Lahaie E. (2012) Phénomènes marquants et émergents en matière de drogues illicites (2010-2011). *Tendances*, OFDT, n° 78, 6 p.

Cadet-Taïrou A. (2013) Usagers, espaces et contextes de consommations. In: *Drogues et addictions, données essentielles*, OFDT (Dir.), p. 54-63.

Cadet-Taïrou A., Gandilhon M., Lahaie E., Martinez M., Dambélé S., Saïd S. (2013) Marchés, substances, usagers : les tendances récentes (2011-2012). Observations au plan national du dispositif TREND en matière de psychotropes illicites ou détournés de leur usage. *Tendances*, OFDT, n° 86, 8 p.

Cadet-Taïrou A., Gandilhon M., Martinez M., Néfau T. (2014) Substances illicites ou détournées : les tendances récentes (2013-2014). *Tendances*, OFDT, n° 96, 6 p.

Cadet-Taïrou A., Saïd S., Martinez M. (2015) Profils et pratiques des usagers des CAARUD en 2012. *Tendances*, OFDT, n° 98, 8 p.

Cadet-Taïrou A. (2016) Usages problématiques de drogues et vulnérabilité sociale. In: *Jeunes et addictions*, Beck F. (Dir.). Saint-Denis, OFDT, p. 65-69.

Cadet-Taïrou A., Gandilhon M., Martinez M., Néfau T., Milhet M. (2016) Substances psychoactives, usagers et marchés : les tendances récentes (2015-2016). *Tendances*, OFDT, n° 115, 8 p.

Colussi-Mas J., Bellemin B., Bernard N., Descotes J. (2003) Le crack : une forme fumable de cocaïne. *La Lettre du Pharmacologue*, n° 5, p. 169-171.

Dauriol Y. (2015) Note ethnographique TREND Paris, n° 1 [non publiée].

Dauriol Y. (2016) Note ethnographique TREND Paris, n° 2 [non publiée].

Díaz Gómez C. (2016) Les CAARUD en 2014. Couverture, publics et matériels de RdRD distribués. *Tendances*, OFDT, n° 114, 6 p.

Díaz Gómez C. (2018) Les CAARUD en 2015. Des inégalités dans l'offre de service de réduction des risques et des dommages. *Tendances*, OFDT, n° 124, 8 p.

Gandilhon M., Cadet-Taïrou A., Lahaie E., Chalumeau M. (2010) Drogues illicites : les observations du dispositif TREND en 2009. *Tendances*, OFDT, n° 73, 6 p.

Gandilhon M., Cadet-Taïrou A., Lahaie E. (2013) La cocaïne basée en France métropolitaine : évolutions récentes. *Tendances*, OFDT, n° 90, 4 p.

Gandilhon M. (2014) La guerre à la cocaïne à l'épreuve de l'« effet ballon ». *Swaps*, n° 76-77, p. 17-20.

Halfen S., Grémy I. (2005a) Phénomènes émergents liés aux drogues en 2004. Tendances récentes sur le site de Paris. Saint-Denis, OFDT ; ORS Île-de-France, 178 p.

Halfen S., Grémy I. (2005b) Les consommations de cocaïne et crack/free base, exploration spécifique. In: Phénomènes émergents liés aux drogues en 2004. Tendances récentes sur le site Paris. Saint-Denis, OFDT ; ORS Île-de-France, p. 146-160.

Halfen S., Grémy I. (2006) Phénomènes émergents liés aux drogues en 2005. Tendances récentes sur le site de Paris. Saint-Denis, OFDT ; ORS Île-de-France, 179 p.

Halfen S., Grémy I. (2007) Phénomènes émergents liés aux drogues en 2006. Tendances récentes sur le site de Paris. Saint-Denis, OFDT ; ORS Île-de-France, 187 p.

Halfen S., Vincelet C., Grémy I. (2008) Phénomènes émergents liés aux drogues en 2007. Tendances récentes sur le site de Paris. Saint-Denis, OFDT ; ORS Île-de-France, 164 p.

Halfen S., Grémy I. (2010) Phénomènes émergents liés aux drogues en 2009. Tendances récentes sur le site de Paris. Saint-Denis, OFDT ; ORS Île-de-France, 122 p.

HAS (2010) Recommandations de bonne pratique : prise en charge des consommateurs de cocaïne. Argumentaire. Saint-Denis, Haute autorité de santé, 274 p.

Janssen E. (2012) Estimation du nombre d'usagers de crack en France métropolitaine. In: *Cocaïne, données essentielles*, Pousset M. (Dir.). Saint-Denis, OFDT, p. 92.

Jauffret-Roustide M., Rondy M., Oudaya L., Pequart C., Semaille C., Desenclos J.-C. (2008) Évaluation d'un outil de réduction des risques visant à limiter la transmission du VIH et des hépatites chez les consommateurs de crack [Communication affichée]. *Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique*, Vol. 56, n°5 Suppl. (Congrès national des Observatoires régionaux de la santé), p. S376.

Lahaie E. (2012) Quel est le produit qui circule ? In: *Cocaïne, données essentielles*, Pousset M. (Dir.). Saint-Denis, OFDT, p. 35-41.

Leparisien.fr (2015) Le crack, nouveau fléau des rues de Compiègne. <http://www.leparisien.fr/compiègne-60200/le-crack-nouveaufleau-des-rues-de-compiegne-20-12-2015-5389753.php>.

Lermenier-Jeannet A., Cadet-Taïrou A., Gautier S. (2017) Profils et pratiques des usagers des CAARUD en 2015. *Tendances*, OFDT, n° 120, 6 p.

Martinez M. (2010) Les squats et scènes ouvertes d'usagers de drogues dans le Nord-Est parisien et à Saint-Denis ces cinq dernières années. Bilan et perspectives des actions collectives. Paris, Association Charonne, 147 p.

OFDT (2002) Phénomènes émergents liés aux drogues en 2001 : rapport locaux des sites TREND (Tome 2). Paris, OFDT, 683 p.

ONU DC (2012) Méthodes recommandées pour l'identification et l'analyse de la cocaïne contenue dans des substances saisies. À l'usage des laboratoires nationaux d'analyse des drogues. New York, Nations Unies, 48 p.

Pfau G., Péquart C. (2010) Phénomènes émergents liés aux drogues en 2009. Tendances récentes sur le site de Paris. Saint-Denis, OFDT ; Association Charonne, 122 p.

Pfau G., Péquart C. (2012) Phénomènes émergents liés aux drogues en 2010. Tendances récentes sur le site de Paris. Saint-Denis, OFDT ; Association Charonne, 139 p.

Pfau G., Péquart C. (2014a) Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris : état des lieux en 2011-2012. Saint-Denis, OFDT ; Association Charonne, 113 p.

Pfau G., Péquart C. (2014b) Tendances récentes et nouvelles drogues - Paris. Synthèse des résultats 2013. Saint-Denis, OFDT, 4 p.

Pfau G., Péquart C. (2016) Phénomènes émergents liés aux drogues. Tendances récentes sur les usages de drogues à Paris en 2015. Saint-Denis, OFDT ; Association Charonne, 80 p.

Reynaud-Maurupt C., Hoareau E. (2010) Les carrières de consommation de cocaïne chez les usagers « cachés » : Dynamique de l'usage, conséquences de la pratique et stratégies de contrôle chez des consommateurs de cocaïne non connus du système de prise en charge social et sanitaire et des institutions répressives. Saint-Denis, OFDT, 273 p.

Schmitt F. (2017) Note ethnographique TREND Paris, n° 2 [non publiée].

Spilka S., Le Nézet O., Janssen E., Brissot A., Philippon A., Shah J., Chyderiotis S. (2018) Les drogues à 17 ans : analyse de l'enquête ESCAPAD 2017. *Tendances*, OFDT, n° 123, 8 p.

## Les composantes du dispositif TREND

Le dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND) de l'OFDT s'attache depuis 1999 à détecter les phénomènes émergents et les tendances récentes dans le champ des drogues illicites, qu'il s'agisse des produits, de l'offre, des modes d'usage ou des profils de consommateurs.

Pour remplir sa mission d'observation, TREND s'appuie en premier lieu sur un réseau de huit coordinations locales (Bordeaux, Marseille, Lille, Lyon Metz, Paris, Rennes, Toulouse) dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information. Les outils de recueil utilisés sont essentiellement qualitatifs : observations ethnographiques menées en continu dans les espaces festif et urbain ; questionnaires qualitatifs destinés aux structures ou associations en contact avec les usagers de drogues (CAARUD) ; groupes focaux (« sanitaires », « application de la loi »), qui visent à dresser des diagnostics rapides de la situation avec des professionnels du champ.

Dans ce cadre sont également réalisées des investigations thématiques qualitatives ou quantitatives destinées à approfondir un sujet, de même qu'un recueil régulier des prix de vente de détail des principales substances illicites (Baromètre « prix »). TREND s'appuie également sur : SINTES (Système d'identification national des toxiques et des substances), dispositif d'observation de la composition toxicologique des produits illicites ; des enquêtes quantitatives récurrentes, notamment l'enquête OFDT/DGS ENa-CAARUD, réalisée auprès des usagers des structures de réduction des risques labellisées CAARUD tous les deux ans depuis 2006 ; les éléments qualitatifs mentionnés par les CAARUD dans leurs rapports d'activité ; l'utilisation des résultats de systèmes d'information pilotés par les CEIP (centre d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance) et l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé), de l'OCRTIS (Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants) et de l'INPS (Institut national de police scientifique) et enfin des autres enquêtes de l'OFDT. En outre, depuis 2010, le dispositif s'est attaché à construire des outils adaptés pour mener une observation dans les espaces virtuels d'Internet, travail qui s'est concrétisé dans le cadre du projet européen I-TREND.

On observe depuis une décennie une tendance à l'accroissement de la consommation de cocaïne basée, sous forme de crack ou de free base, au sein des populations particulièrement usagères de substances psychotropes illicites.

L'Île-de-France demeure cependant depuis les années 1980 la seule zone géographique en France métropolitaine comportant un marché organisé du crack. Implanté à Paris ce marché tend à se déployer actuellement vers le nord, alors qu'on assiste, en parallèle, à une extension régulière de son accessibilité pour les usagers. Ces dernières années, la visibilité du crack dans l'espace public, via le trafic puis les consommations elles-mêmes, s'est également accrue dans des lieux peu accoutumés à cette présence.

À partir des données issues du dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND) de l'OFDT et d'autres données complémentaires, ce numéro de **théma TREND** revient sur les évolutions du marché du crack francilien, décrit la diversification progressive des profils des usagers, les modalités d'usage ainsi que l'impact des consommations.

**OFDT - 3 avenue du Stade de France  
93218 Saint-Denis La Plaine Cedex**

[www.ofdt.fr](http://www.ofdt.fr)